

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 25 AVRIL 1978 - N° 685

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

CONGRES
DU REVISIONNISME
ESPAGNOL

Une démocratie de façade

Le Congrès du PCE s'est achevé samedi soir sans surprise. Une majorité (948 voix contre 248) s'est prononcée pour la renonciation à la référence formelle au «léninisme». Cette décision qui sanctionne l'abandon par les révisionnistes espagnols de tout principe révolutionnaire, répond en même temps au vœu de Carrillo de donner au PCE le visage d'un parti détaché de toute «influence étrangère», en l'occurrence celle de Moscou qui condamne l'euro-révisionnisme au nom d'une prétendue défense «des principes». Donner au PCE le visage d'un parti «démocratique», c'est aussi ce à quoi a voulu œuvrer Carrillo par une «présentation» du congrès particulièrement soignée. L'élection au bureau politique de trois dirigeants des «commissions ouvrières», parmi les plus connus, doit dans l'esprit des dirigeants carrillistes, renforcer cette image de marque. Mais que signifie cette «promotion ouvrière» sinon une tentative de renforcement de l'encadrement des masses, lorsqu'on sait que la défense du pacte d'austérité de la Moncloa est un axe confirmé de l'action du PCE.

Voir notre dossier page 8

LE REDRESSEMENT SELON BARRE VAGUE DE HAUSSES ET INTERVENTIONS POLICIERES



Les flics étant intervenus samedi aux textiles Saint Joseph (Gradignan, Gironde) les travailleurs sont rapidement rassemblés pour manifester contre cette intervention policière.

Un train de hausses a été annoncé lundi matin par les «services autorisés».

Déjà, on sait que c'est toute une série de tarifs publics qui vont subir d'importantes augmentations, notamment les transports, le gaz, l'électricité...

Dans le même temps, le gouvernement entend briser par le force toute résistance ouvrière au chômage. En témoigne l'agression dont viennent d'être victimes les ouvrières des «Tricots St Joseph» à Gradignan, près de Bordeaux. Depuis 16 mois, celles-ci étaient en lutte contre la fermeture de leur entreprise. Pour tenir et montrer que leur usine était viable, elles avaient entrepris de fabriquer et de vendre elles-mêmes leur production. Samedi, pour empêcher la kermesse et la vente publique, que les ouvrières avaient projetées les forces de polices ont pénétré à cinq heures du matin, dans les ateliers, pour évacuer de force les ouvrières, et déménager les machines vers une destination «inconnue» sur ordre du préfet.

La résistance des ouvrières et parmi eux des femmes, qui sont parmi les premières victimes du chômage, est insupportable, au gouvernement Barre. Ce qui s'est passé à Gradignan, est la première d'une série d'attaques auxquelles le «nouveau» gouvernement va vouloir recourir, pour mettre en œuvre ce que nous avons caractérisé dès son investiture, comme une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs. Mais, le gouvernement se trompe lourdement s'il compte que l'absence d'échéance électorale rapprochée lui donne les «coudées franches». Les travailleurs ne tarderont pas à le lui faire savoir.

L'affaire du Boeing

L'ARMEE DE BREJNEV A TIRÉ SANS SOMMATION

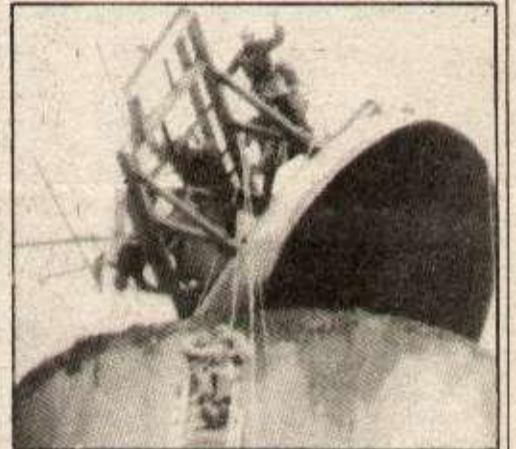
On ne s'explique toujours pas comment le Boeing sud-coréen parti pour Anchorage, en Alaska a pu se retrouver au-dessus du territoire de l'URSS. Un fait est certain : les chasseurs de l'aviation de Brejnev ont tiré sans sommation sur un avion civil. D'après les témoignages des voyageurs et de l'équipage, aucune communication radio, aucune manœuvre d'intimidation n'ont été faites par les pilotes russes. Ceux-ci ont tiré tout de suite, causant la mort de deux passagers et prenant le risque d'une catastrophe. Alors que l'aviation russe ne craint pas de violer l'espace aérien des autres pays, elle n'hésite pas à tuer quiconque s'approche de la région de Mourmansk où le social-impérialisme a massé des troupes et des bases d'armes nucléaires.



Le président de la Korean Airlines arrivant à Helsinki pour y accueillir les passagers du Boeing détourné

SILO EXPLOSIF À CREIL

3 ouvriers envoyés à la mort



Le silo après l'explosion. Les pompiers descendent le corps d'un des trois ouvriers, un autre ouvrier reste suspendu.

Samedi à Creil, aux Fonderies de Vieille-Montagne, une formidable explosion retentissait. Montés sur un silo pour y faire un «banal travail d'entretien» trois ouvriers y ont laissé leur vie. A peine les chalumeaux enflammés, le couvercle du cylindre, haut de quinze mètres a sauté en l'air.

L'un des ouvriers est mort écrasé quinze mètres plus bas, le second enchevêtré dans un amas de poutrelles métalliques ; le troisième, retenu par sa ceinture de sécurité pendait au dessus du vide, ne respirant plus que faiblement, lorsque les pompiers sont parvenus à l'atteindre, à l'aide de leur grande échelle. Il est mort en arrivant à l'hôpital.

De nombreuses questions viennent immédiatement à l'esprit : comment se fait-il que des travaux au chalumeau aient pu être entrepris sur un silo qui contenait de la poussière de zinc, produit extrêmement explosif ? Comment se fait-il que travaillant à cette hauteur, un seul d'entre eux portait une ceinture de sécurité ?

Tués par la poussière de zinc ?
Non, tués par le capital !

Gradé chauffard : un appelé tué

Un appelé J.F. Rivet est mort, un autre Vigourous a été grièvement blessé, dimanche au 403^e régiment d'artillerie de Chaumont. Ils ont été fauchés par la voiture d'un gradé qui est entré dans la cour de la caserne, semble-t-il en état d'ivresse.

Les autorités militaires refusent de révéler l'identité du gradé et déclarent avoir ouvert une enquête.

Tchad : manifestations contre l'intervention française

Malgré les démentis, il se confirme que Giscard a envoyé de nouvelles troupes d'intervention au Tchad la semaine dernière. Il persiste dans une politique qui est allée d'échec en échec depuis dix ans pour soutenir un régime condamné. Dans plusieurs villes du Sud, des manifestations populaires ont eu lieu à la fin de la semaine contre l'occupation française.

Lire en page 10

Après l'échec de la gauche

Le Point du Jour passe l'«arme à gauche»

Le Point du Jour, journal régional du PCF pour la région lyonnaise, disparaît brusquement cette semaine. La nouvelle a de quoi surprendre. Aucun appel, aucune souscription n'avaient été lancés. Quand un journal se heurte à de graves difficultés financières comme l'explique L'Humanité, généralement sa direction ne le laisse pas couler comme ça.

En le lançant, il y a 6 mois, le PCF faisait une grosse opération dans la perspective de la victoire de la gauche. Le Point du Jour se voulait ouvert, se voulait un vrai journal, en rupture avec toutes les feuilles-tracts régionales que le parti de Marchais a l'habitude de publier.

Il n'est pas inintéressant d'apprendre que Colpin et Leroy, membres du B.P., réputés défenseurs d'une ligne dure au sein de la direction, sont descendus à Lyon pour cette affaire. Le communiqué publié dans L'Humanité fait encore une fois ressortir «l'entière responsabilité» du PS dans l'échec de la gauche aux législatives.

Une affaire de presse à rapprocher de la démission du Frémontier de la rédaction de Action, autre journal du PCF. Bien sûr, les difficultés de la presse de nos jours sont réelles et importantes. Mais on ne peut s'empêcher de lier cet événement à l'échec de l'Union de la gauche. Un remou de plus au sein du PCF...

Lecanuet persiste à la présidence du CDS

Ce week-end, le CDS réunissait son conseil politique. L'ordre du jour prévoyait que Lecanuet serait remplacé à la présidence afin qu'il se consacre exclusivement à l'UDF qu'il préside. Pourtant, Lecanuet n'a pas été remplacé... afin d'éviter une «bataille de succession» qui aurait pu porter un coup sérieux à l'«unité» et à la «crédibilité» du mouvement.

Il était en effet prévu que Satsi, l'ancien secrétaire d'Etat aux colonies, lui succède, mais sa candidature ne recueillit pas un soutien suffisant.

Ces questions de rivalités personnelles étaient déjà apparues lors du dernier congrès du mouvement, en automne dernier. Cette décision, si toutefois elle ne peut que satisfaire Lecanuet pour qui c'est une manière de donner

plus de poids à son mouvement dans l'UDF, ne peut que déplaire au Parti républicain et au Parti radical.

A l'UDF en effet, malgré son succès des dernières législatives, tout ne «baigne pas dans l'huile». Il s'y déroule une rivalité acharnée entre les trois composantes, et plus particulièrement entre le parti républicain et le CDS. Ce dernier craint d'être purement et simplement absorbé. C'est d'ailleurs afin de décider le CDS, réticent, à participer à ce regroupement que Soisson, à l'époque responsable du PR, avait accepté de concéder la présidence de l'UDF à Lecanuet. On peut penser toutefois qu'il y avait mis comme condition que Lecanuet quitte la direction du CDS... et que celui-ci s'y était engagé.

Rififi au RPR

Herzog était député. Il ne l'est plus depuis les dernières législatives. Son suppléant, Jacques Sollier, était secrétaire départemental du mouvement. Il ne le sera plus désormais, par décision de Jacques Chirac. En conséquence, Herzog, qui était encore membre du RPR, renonce à cette qualité.

Depuis le dernier Congrès, la direction nationale du RPR a en effet la haute main sur les directions locales. Herzog considère que «la ligne démocratique et libérale qu'il a représentée n'est plus conforme à la nouvelle orientation imposée par le RPR». Et son ex-suppléant a été l'un des 1^{er} à faire les frais de la volonté de puissance chiraquienne. Il y a de quoi se sentir vexé !

CHIRAC EXIGE DE L'ETAT UNE POLICE PLUS EFFICACE A PARIS

«Il n'y a que 600 gardiens de la paix pour veiller, chaque nuit, à la sécurité des parisiens, qui sont 2 300 000. Nous en demandons 3 000. Il est également nécessaire de mettre en place un quadrillage d'îlots dans tous les quartiers». Celui qui veut mettre ainsi les Parisiens dans une liberté encore plus étroitement surveillée qu'aujourd'hui, n'est autre que Chirac.

Le prétexte à cette demande ? Le versement, exigé par l'Etat, des 292 millions de francs, (soit 130 F par habitant), qui incombent à la Ville de Paris, dans les dépenses occasionnées par l'entretien et le fonctionnement de la police.

Chirac trouve que le prix à verser est trop élevé en regard de l'efficacité déployée par la police en question. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'Hôtel de Ville vendredi, il a insisté lourdement sur l'«insécurité» qui règne dans la capitale. Puis, il a déploré, que le gouvernement exige de Paris qu'elle respecte la réglementation qui la contraint, ainsi que toutes les autres communes, à supporter 25 % des frais d'entretien des «forces de l'ordre». Ailleurs, cette redevance est en fait remplacée par un tarif forfaitaire. Pourquoi, demande Chirac, n'est-il pas de même à Paris ?

Le grand batonnier du RPR aurait pourtant pu s'insurger contre le fait que la police est si omniprésente dans la capitale qu'il n'est pas étonnant qu'elle coûte si cher. Mais ce serait bien mal connaître Chirac, qui rêve de voir un policier derrière chaque Parisien, et des patrouilles dans toutes les cités populaires ! «Les agressions de toutes sortes se multiplient, gémit-il. Or, pour y faire face, nous disposons de moyens inappropriés». Il ne s'agit donc quoi qu'en dise Chirac, de chercher à réduire le coût de la police, mais bien de faire pression sur le gouvernement pour obtenir des moyens supplémentaires de répression !

«Nous sommes prêts à payer, et bien au delà de ce que font les autres villes, a-t-il ajouté, mais à condition d'être certains que l'argent est employé à accroître la sécurité des citoyens».

Voilà donc Chirac remet-



tant à l'ordre du jour la question du renforcement policier. C'était déjà une idée fixe de Bonnet, ministre de l'Intérieur. On peut donc s'attendre prochainement à une surenchère en ce domaine à la chambre, l'UDF, à laquelle Bonnet appartient, en voulant pas se trouver en reste par rapport au RPR.

PS NANCY MIS A SAC

Le siège du PS à Nancy a été mis à sac dans la nuit de vendredi à samedi. De l'argent aurait été dérobé, mais il n'est pas sûr que ce soit le seul mobile de la «perquisition». Plainte a été déposée.

Selon le sondage post-électoral du *Nouvel Observateur*

LA GAUCHE S'EST PERDUE ELLE-MEME

C'est peu de temps avant de glisser son bulletin dans l'urne que 5 % de l'électorat a changé son intention de vote.

Pas loin de 5 % de l'électorat de la gauche au premier tour a préféré ne pas voter pour le PCF ou le PS au second tour «à cause de l'accord du 13 mars».

Majoritairement, l'électorat pense que les deux partis de gauche portent conjointement la respon-

Le changement de dernière minute en matière d'intentions de vote était considéré jusqu'à aujourd'hui comme s'équilibrant presque symétriquement entre la droite et la gauche. Pourtant, selon le sondage, il semble qu'en mars dernier cela n'a pas été le cas : il y a plus d'électeurs qui s'apprêtaient à voter à gauche et qui ont voté à droite au dernier moment que d'électeurs qui ont opté pour la gauche dans les dernières semaines : 4 % en faveur de la droite et 1 % en faveur de la gauche. Sur 100 personnes qui ont changé leur intention de vote en faveur de la droite dans les derniers jours ou les dernières semaines, 35 % l'ont fait au dernier moment ; 15 % auraient été influencés en faveur de la majorité giscardienne par l'écoute du discours de

Verdun-sur-le-Doubs.

LES EFFETS DE L'ACCORD

Une autre précision importante apportée par le sondage de la SOFRES concerne l'impact dans l'électorat de l'accord signé entre les trois partis de gauche au lendemain du premier tour.

Sur 100 électeurs ayant voté pour le PCF au premier tour, 3 % ont pensé que l'accord du 13 mars justifie qu'ils ne votent pas à gauche au second tour. Ce chiffre est de 6 % pour les électeurs ayant voté PS au premier tour ; pourcentage suffisant pour avoir fait perdre les partis de l'ex-Programme commun. C'est là la seconde grande «leçon» du sondage.

En ce qui concerne les abstentionnistes du premier tour, retenons que

l'abstention est d'autant plus forte que la tranche d'âge est plus basse et que ce sont les cadres moyens et les ouvriers qui se sont le plus abstenus (respectivement 13 et 10 %).

On considère d'ordinaire que les sondages «post-électorales» sont plus fiables que ceux qui les précèdent ; l'expérience montre en effet qu'une partie significative des intentions de vote peut changer au dernier moment.

LE VOTE OUVRIER

Il est nécessaire de s'attendre un peu plus sur le vote par catégories professionnelles. Il ressort du sondage que 36 % des électeurs dont le chef de famille est ouvrier (même si l'électeur lui-même appartient à une autre catégorie sociale) votent pour le PCF, 27 % pour le PS et MRG et 4 % pour «l'extrême gauche».

En ce qui concerne le vote ouvrier en faveur des partis de droite, il y a seulement 2 % de différence entre le RPR et l'UDF : 2 % d'ouvriers en plus votant pour l'UDF

(16 % contre 14 %).

LE PRINCIPAL RESPONSABLE

Le principal responsable de l'échec de la gauche ? 36 % des sondés pensent que c'est le PCF, 12 % le PS et 39 % les deux également.

C'est là la troisième grande «révélation» de ce sondage. Plus encore que pour le PS, la polémique a porté atteinte à la crédibilité du PCF, mais majoritairement, les électeurs refusent de jouer au petit jeu des responsabilités et pensent que ce sont les deux partis de gauche qui sont conjointement responsables de leur échec.

Pas de doute possible selon le sondage, chaque réponse le montre : c'est la gauche elle-même qui porte principalement la responsabilité de son échec.

PCF UN COMITE CENTRAL RETARDE EN VAIN

C'est cette semaine que va se tenir — après une longue période d'incubation — le comité central du PCF qui doit en principe tirer les conclusions de l'échec électoral de la gauche, et commencer à fixer à ce parti une orientation pour la période. Si, en repoussant à plus d'un mois après les élections la tenue de cette réunion, la direction espérait probablement avoir dans cette période colmaté les incertitudes, les hésitations, et les contradictions postérieures au 19 mars, elle en est aujourd'hui pour ses frais.

Sur divers plan, les jours n'ont fait qu'apporter, au fur et à mesure qu'ils passaient, des chapitres supplémentaires à l'histoire des difficultés du parti de Marchais. Sur la place publique, l'élément le plus spectaculaire a été la contestation ouverte, lancée dans la presse extérieure, par deux courants d'intellectuels dont les chefs de file sont respectivement Elleinstein et Althusser, qui ont vu dans l'échec, une occasion de mettre l'accent sur les critiques qu'ils formulaient auparavant plus qu'à demi-mot. Tout en mettant l'accent les uns et les autres sur la rupture nécessaire avec l'URSS et sur les problèmes de démocratie interne, ces hommes divergent entre eux sur le nouveau visage à donner à leur parti : soit plus d'«ouverture» libérale, soit une plus grande apparence de «rigueur léniniste» tout au moins dans les formules. Sur le fond, ni les uns, ni les autres ne mettent en cause le projet politique du PCF : ils constituent plutôt des groupes de pression visant à en nuancer la présentation et l'insertion dans la pratique du parti.

AU GRAND JOUR : ETALAGE DES DIVERGENCES AU SOMMET

De son côté, la direction du PCF, à travers notamment un communiqué du bureau politique paru le 8 avril, a tenté de tracer les limites de la contestation : il doit être entendu que, fondamentalement le PCF avait raison, tant dans sa stratégie fixée lors de son 22^e Congrès, que dans la tactique suivie à l'égard du PS lors de la préparation des élections. Solidaire sur ces points essentiels, le secrétariat du PCF a pourtant vu, pour la première fois, ses contradictions internes étalées au grand

jour. Certes, on peut avoir des doutes sur l'authenticité des informations concernant des votes contradictoires intervenus à deux occasions : sur la publication d'une photo de Pliouchtch serrant la main à Juquin, avant les élections, et sur la publication d'une tribune des militants dans *l'Humanité* au lendemain du 19 mars. Quelle que soit la réalité de la répartition des votes à ces occasions, il reste que tel

les limites déjà connues rappelées, la direction cherchera certainement à intégrer d'une manière ou d'une autre les critiques formulées. «Ouverture» en direction de l'extrême-gauche, du moins dans sa partie trotskyste, prise en compte de «thèmes nouveaux», tels que le cadre de vie, les conditions de travail, peut être remise en cause de certains aspects du fonctionnement interne, renforcement ou au contraire gommage des prétentions «léninistes», autant d'artifices par lesquels le PCF peut se donner temporairement une nouvelle cohésion par une apparence de mise à jour de sa politique.

**DES DIFFICULTÉS
ACCRUES**
Mais il restera finalement

même si une nouvelle capacité d'illusions devait provisoirement se dégager, un affaiblissement en profondeur : d'une part parce que le développement des questions posées par une masse de militants conduira nécessairement certains d'entre eux, au terme de cette crise-ci ou d'une suivante, à remettre en cause avec le projet politique, le parti lui-même qui en est le porteur. D'autre part, parce que le type d'unité auquel la direction pourra éventuellement parvenir devra nécessairement prendre en compte la «diversité» — les divergences en fait — existant dans le PCF : celui-ci, à terme, y perdra forcément une part de la cohésion qui faisait sa force.

Jean LERMET



ou tel membre du secrétariat aura jugé utile de faire savoir qu'il était en désaccord avec l'orientation adoptée. L'ampleur de la protestation dans le PCF est certainement la cause de la révélation de ces contradictions au sommet.

De plus, des rumeurs persistantes font état de contradictions de plus en plus ouvertes parmi l'appareil des permanents, dont la place de professionnels plus ou moins parvenus avait jusqu'ici garanti la cohésion, au moins vis-à-vis de l'extérieur et de la masse même des militants. Enfin, certaines démissions s'effectuent dans des conditions spectaculaires.

**LES LIMITES
DE L'«OUVERTURE»**
Qu'advient-il de cette situation ? Une fois

La tactique en deux temps de la direction du PCF

RECUPERER LES UNS POUR MIEUX ATTAQUER LES AUTRES

La direction du PCF marche sur des œufs... C'est ce qui ressort des derniers rebondissements de ce fameux «débat public», engagé depuis maintenant un mois. D'un côté, l'effort persiste pour récupérer ce débat, pour le canaliser dans une voie qui ne soit pas contradictoire avec le projet politique. C'est ainsi que *l'Humanité Dimanche*, entre un article sur les stagiaires Barre et un autre sur le cinéma tunisien, se demande «à quoi sert le PCF ?». Titre alléchant, mais les développements sont bien pauvres : il s'agit simplement de convaincre que le débat est logique, et qu'après tout, n'est-ce pas, il a été sollicité par la direction elle-même. C'est le même cheval, avec d'autres mots qu'enfourche France Vernier, du Comité de rédaction de la *Nouvelle Critique*, dans *Le Monde*, du

23 avril : une pincée de critique sur ceux qui, dans le PCF, ne comprennent pas la nécessité de s'exprimer ailleurs que dans *l'Humanité*, et un foisonnement de justifications de la ligne du 22^e Congrès. Voilà pour les apparences.

Mais derrière, il y a d'autres faits, et en premier lieu la mise au point qu'a cru devoir faire le bureau de presse du PCF sur les articles publiés par *Le Monde* au lendemain de la démission de Frémontier. *Le Monde* entrait, sans d'ailleurs que ce soit bien convaincant, dans le dédale des contradictions internes à la direction du PCF. La vigueur de la réponse du PCF (qui traite *Le Monde* de «stalinien») n'est évidemment pas destinée en priorité à ce journal : par delà, c'est l'ensemble des militants qui voudraient s'éloigner des critiques ronronnantes

demandant «plus de 22^e Congrès», que l'on met en garde. Pas question de mettre en cause les personnes, pas question de s'interroger sur le rôle d'un Plissonnier, d'un Kanapa ou d'un Marchais, symboles vivants du projet de capitalisme d'Etat.

Et pourtant, les dissensions qui se manifestent à la base trouvent évidemment leur reflet au sein du bureau politique et du secrétariat, direction d'un parti qui depuis longtemps fait des conflits de personnes et des ambitions une règle de fonctionnement ?

L'histoire de la brochure «Vivre»

SELON «LE MONDE»

«Trois versions de cette brochure ont, en fait, été réalisées. L'idée des membres du groupe chargé de la propagande était de bien marquer la prise de distances du PCF par rapport à l'Union soviétique. Pour illustrer le thème de la liberté, ils avaient choisi deux documents photographiques : une manifestation contre les interdictions professionnelles en Allemagne fédérale, et la rencontre entre MM. Pliouchtch et Juquin (...). M. Gaston Plissonnier avait obtenu du secrétariat du PCF, fin janvier, la mise au pilon de la brochure, dont un million d'exemplaires étaient déjà tirés. (...) Une seconde version fut alors élaborée. Sur une page figurait la photo d'une intervention de CRS lors de la grève de l'usine Chausson, à Gennevilliers. Sur la page voisine, quatre photos étaient rassemblées : Pliouchtch et Juquin, les interdictions professionnelles en Allemagne fédérale, une scène du film diffusé par TF 1 consacré aux camps de travail en URSS, et le procès de neuf Noirs et d'une jeune femme blanche condamnés, en 1972, à Wilmington (...).

M. Plissonnier obtint, à nouveau, du secrétariat la destruction de la nouvelle version. Le modèle définitif conservait la photo de CRS, mais les quatre documents concernant l'étranger étaient remplacés par une vue d'ensemble de la salle du XXII^e congrès du PCF.»

SELON LE BUREAU DE PRESSE DU PCF

Selon le Bureau de Presse du PCF, la première version de la brochure *Vivre* comportait deux défauts : d'une part, «le problème de la défense des libertés en France n'était pas illustré» par les deux photographies, l'une relative aux interdictions professionnelles en RFA, l'autre au «problème des dissidents en URSS». D'autre part, «ces illustrations étaient restrictives, car elles ne rendaient pas compte de toutes les dimensions données au problème de la démocratie socialiste dans le XXII^e congrès.» C'est pourquoi, le secrétariat du comité central, «unanime» avait demandé au secteur de la propagande de modifier les deux pages concernées. Le bureau de presse affirme enfin : «Pour donner toute leur ampleur aux prises de position du PCF, sur ces questions essentielles, le secteur de la propagande a finalement estimé que le mieux était de reproduire une photographie illustrant les atteintes aux libertés en France et une seconde représentant le XXII^e congrès du PCF.»

Paris :
pour un 1^{er} mai
révolutionnaire
MANIFESTATION
PLACE DE
LA RÉPUBLIQUE 10 h 30

à l'appel notamment du PCR ml et du PCMLF

FRANCE VERNIER : JUSTIFICATION DU 22^e CONGRES

France Vernier : «J'estime périmée, et ce qui est plus important, fautive, cette idée qu'il serait à priori scandaleux pour des communistes, quoi qu'ils aient à dire ou à écrire, de le faire ailleurs que «chez nous» (...). La nécessité (dans la presse NDLR) de masquer le vrai débat est si forte que pour une fois, dans l'exclusif souci de transformer Elleinstein en bombe, les commentateurs se sont privés de relever le fait que nulle part la ligne, la stratégie ni la campagne du parti ne sont remises en cause, ou même interrogées. Tout son propos porte, et porte seulement, sur l'image, l'apparence, le sentiment, la sensibilité, etc. (...) Quelles que soient encore les difficultés, les pesanteurs et les blocages, notre force pour parvenir à changer est plus grande que nous ne le croyons nous-mêmes. Si je n'étais pas au parti, j'y adhèrerais aujourd'hui même.»

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

LUTTES OUVRIERES

Les tanneries du Puy

NON A LA
RESTRUCTURATION
DES TFR !
NON AUX
500 LICENCIEMENTS !

Les rumeurs inquiétantes, dont le QDP s'était fait déjà l'écho, viennent de se confirmer : lundi 24 avril, le Comité d'Établissement des Tanneries Françaises-Réunies, se réunit au Puy (Haute-Loire) à l'appel du syndic et de l'administrateur judiciaire. A 10 h 30, aux TFR de Chadrac-Le Puy, le CE aura à examiner la situation consécutive au jugement de réglemment judiciaire prononcé par le tribunal de commerce de Paris mercredi 19 avril. Ces conséquences sont l'annonce de 500 licenciements aux TFR (dont 400 sur 710 salariés, au Puy en Velay). Ainsi ne resteraient qu'un peu moins de 500 travailleurs sur les 2 400 que comptaient les Tanneries en 1974 ! A ce prix, payé par les tanneurs, une nouvelle société se mettrait en place, avec un apport nouveau du CIASI (Comité Inter-ministériel d'Aménagement des Structures Industrielles, qui intervient déjà dans l'affaire Manufacture) et du FDES (Fonds de développement Economique et Social)... Ce nouveau rebondissement dans la restructuration continue des TFR depuis 74 sent fort les grandes

manœuvres. En effet les «nouveaux» actionnaires seraient... Unigrain et le Crédit Agricole (déjà présents à la tête des TFR précédemment, et peut être, un représentant du groupe concurrent «le Tanneur et les Tanneries du Bugey»). Les travailleurs du Puy et de Bort les Orgues (Corrèze) feraient donc les frais de cette nouvelle opération. Mais ils ne sont pas prêts à l'accepter ! Déjà la CFDT Hacuix du Puy a annoncé clairement son refus d'un plan de redressement qui est en réalité «une véritable agression pour 400 familles du Puy et 100 de Bort, en leur supprimant avec celui au travail, le droit de vivre au pays». Ce «coup terrible porté aux travailleurs du Puy et de Bort» sera accueilli par la lutte ; CGT et CFDT se sont rencontrées vendredi 21 pour l'envisager ensemble. Le soutien devrait se développer rapidement sur le Puy où les travailleurs, la jeunesse et les familles populaires sont très sensibles à la crise des Tanneries et prêts à se retrouver aux côtés des tanneurs pour vivre et travailler au pays !

Girling :
poursuite du mouvement
à Bouzonville (Moselle)

Les 100 ouvriers et ouvrières (60 % de femmes), de l'entreprise Girling (fabrication de freins pour automobiles suédoises, anglaises...) à Bouzonville, en Moselle, poursuivent leur lutte qui a démarré lundi dernier, en vue d'obtenir notamment une augmentation de 200 F pour tous.

En effet, une négociation a eu lieu en fin de semaine dernière. Elle a duré 13 heures (!) mais n'a strictement rien donné si ce n'est que la direction de l'entreprise a généreusement «accordé» 1 % d'augmentation des salaires ! Les travailleurs et travailleuses ont donc décidé de continuer leur mouvement.

Dockers : nouvelle grève
en soutien aux grévistes
dunkerquois

On sait que depuis quelques jours, la direction refusant toute négociation, ce sont les quatre entreprises de réparations navales de Dunkerque qui sont occupées. La lutte s'est même durcie : les piquets de grève ont été renforcés aux portes des chantiers et certaines de ces dernières ont été soudées. Ce samedi, les dockers étaient à nouveau, comme samedi dernier, tous en grève pour soutenir leurs camarades grévistes.

Nancy : Imprimerie Berger Levrault

LES FEMMES PRENNENT
L'INITIATIVE DE LA LUTTE
POUR LES SALAIRES

● Jeudi 20 avril, jour de paie : déception quand on ouvre les enveloppes. Malgré une prime exceptionnelle de 200 F, et une augmentation horaire de 25 centimes, la quinzaine n'est vraiment pas grosse. Déception qui se transforme en colère quand on apprend que les négociations nationales entre patrons et Syndicat du Livre n'ont rien donné, et qu'au niveau de l'atelier façonnage, toutes les demandes d'augmentations individuelles sont refusées. Le jour même à 16 h 30, les ouvrières du

POURQUOI LA COLERE
EST-ELLE PARTIE
DES FEMMES ?

Dans le secteur reliure façonnage, on réserve aux femmes les travaux les plus minutieux (piqûre, collage, déliassage, assemblage, contrôle...), mais aussi les plus monotones, les plus fastidieux, quand ce ne sont pas les travaux les plus pénibles (emballage debout toute la journée ou aux machines où il faut courir pour remplir les marges des assembleuses). Pour ce travail qui exige beaucoup de soin et d'attention, les coefficients plafonnent le plus souvent à 88,90, et cela malgré 15 à 20 ans de maison pour certaines ; quant aux salaires, ils avoisinent péniblement les 2 000 F par mois, plus souvent bien en dessous, et cela pour 42 h 30 par semaine. Et quand ces paies de misère sont l'unique ressource du foyer (pour les femmes veuves,

célibataires ou divorcées), on peut se révolter de l'audace de la direction qui ose affirmer : «Berger Levrault a une longue tradition féminine et de progrès social». Pour une entreprise de 800 personnes qui n'a même pas de cantine et qui ne connaît pas les congés pour enfant malade ! En tout cas, une longue tradition d'exploitation des femmes : «Berger Levrault a 300 ans», qui se voit contestée aujourd'hui. Soumises aux travaux répétitifs, et les plus mal payées, trop longtemps laissées pour compte du syndicat, les ouvrières sont bien décidées y compris celles qui ne participaient jamais aux grèves jusqu'à maintenant : «Cette fois, c'est pour nous qu'on se bat».

LES FEMMES
POURRONT ELLES
GAGNER SEULES ?

Autant est légitime le souci des ouvrières de ne

pas laisser dénaturer leurs revendications, autant le risque existe aussi que la direction laisse pourrir le mouvement s'il reste isolé. Pourtant les hommes ne voient pas le mouvement d'un mauvais œil : «Vous avez raison, on est prêts à vous soutenir». Car si les femmes sont les plus mal payées au façonnage, bien des hommes ne sont guère mieux lotis, et pour des travaux souvent plus sales et plus bruyants (aux presses ou aux rotatives par exemple). «Et nous, qu'est-ce qu'on attend ?», demandaient des gars aux délégués de l'atelier des presses. Et au façonnage, la solidarité des ouvriers se pose immédiatement : appelés à remplacer les ouvrières grévistes sur les machines, les hommes ne le font pas de bon cœur, mais ils le font quand même. Vendredi après midi quand le chef du personnel a tenté d'entraver la libre circulation d'une déléguée, la réaction a été immédiate : pendant une demi-heure, tout l'atelier, hommes et femmes, a débrayé.

travailleurs concernés. Si le patron nous prend pour des pions, montrons-lui que nous sommes conscientes de nos droits, responsables de notre mouvement et décidées à gagner.

LE PATRON VOULAIT
LA PAIX SOCIALE
EN SEMANT
QUELQUES
MIETTES
IL RÉCOLTE LA GREVE

Au lendemain des législatives, le patron convoquait les délégués, accordant 200 F de prime exceptionnelle, 25 centimes d'augmentation horaire, et une demi-heure de réduction d'horaire par semaine, mais demandant en échange que les syndicats s'engagent à ne soutenir aucun mouvement sectoriel : refus catégorique du marchandage de la part des délégués. Bien leur en prit, car aujourd'hui, face à l'attentisme des directions syndicales, les mouvements sectoriels semblent une garantie, pour la base, qu'on n'attendra pas l'automne pour engager la riposte au troisième plan Barre.

A la veille des élections, c'était déjà les clivistes qui engageaient une grève sectorielle pour mettre fin à la disparité des salaires, et voir relever leur coefficient. Et quelques semaines après, chez Humblot, petite imprimerie voisine de Berger Levrault, après trois jours de grève, on obtenait la réintégration de deux ouvrières licenciées et le relèvement des salaires. Un mois après l'échec de la gauche, on est déjà loin des réactions défaitistes du lendemain du deuxième tour. Ceux qui rageaient : «On s'est fait rouler une fois de plus», menaçant de ne plus faire aux élections, pour quoi a-t-elle du mal à se renforcer aujourd'hui ? N'est-ce pas la main mise du PCF sur la CGT qui est ainsi rejetée ?

Corres. Berger
Levrault

Gradignan (Gironde)
L'USINE St JOSEPH
ÉVACUÉE PAR LES CRS

Samedi matin, l'usine investie par les CRS...
...et rassemblement des travailleurs pour protester
contre cette intervention.



Les CRS ont évacué, à 5 heures du matin, samedi, le personnel de l'usine de Textiles Saint Joseph, à Gradignan (Gironde) qui occupait depuis 16 mois. Les ouvrières devaient organiser le jour même une vente populaire et un meeting. Après l'intervention policière, un rassemblement s'est tenu sur le terre-plein proche de l'usine investie par les CRS. Ceux-ci ont démenagé les machines, les socks et le matériel, qui sont partis par camions, on ne sait où.

LES CONDITIONS
DU SUCCES :
UNITE ET DEMOCRATIE
OUVRIERE

Le syndicat avait fait l'objet de vives critiques pour le manque de démocratie lors de la grève de mai 77, les délégués, cette fois, ont fait voter les femmes à bulletin secret pour ou contre la grève. Mais il serait dangereux pour l'unité du mouvement de réduire la démocratie ouvrière à un bulletin de vote : on demande autre chose que d'être informées une fois de temps en temps des décisions prises à notre place. Définir les revendications, réfléchir à la tactique, aux initiatives à prendre, convaincre les moins décidées, améliorer le rapport de force, cela nécessite la réflexion collective et quotidienne de l'ensemble des grévistes ; le vote doit être la conclusion d'un débat large et démocratique de tous les

ARCT (Roanne)

LA SOLIDARITE AUTOUR DES USINES OCCUPEES !

Depuis quatre ans maintenant que les ouvriers des ARCT se battent contre les licenciements, ils n'en sont pas au premier coup dur du Crédit lyonnais ou de R.P.T...

Pourtant, la perte d'un marché de 100 millions de

francs vient contrecarrer d'un coup leur action, et multiplier les menaces sur l'emploi. L'occupation a répondu à ces menaces. Mais la conduite de la lutte pose problème : contre qui se battre et avec quels objectifs ?



Au niveau des entreprises occupées, nombreux sont ceux pour qui la cible c'est tout à la fois : R.P.T. pour son coup bas, le gouvernement qui laisse faire et la direction qui a joué avec l'avenir et les emplois sans garanties réelles de Rhône Poulenc ni solutions de rechange. Tous ces «liquidateurs» sont condamnés dans une critique d'ensemble de la crise capitaliste de restructuration du textile qui

secoue la région depuis longtemps et empêche le pays roannais de vivre. Au plan syndical, les choses sont moins nettes ; c'est le moins qu'on puisse dire ! Le but assigné par la CGT et la CFDT à l'occupation demeure une pression en vue d'obtenir au niveau national, une table ronde entre les syndicats et les directions respectives de R.P.T. et ASA-ARCT en présence de représentants gouvernementaux... Un

délégué CGT déclarait même récemment « nous ne nous battons pas contre notre direction, mais contre les décisions gouvernementales. En effet, les pouvoirs publics ont donné des capitaux à R.P.T. qui ne trouve rien de mieux que d'acheter à l'étranger ». L'inquiétude des cadres CGT de l'UGICT sur la «perte de renommée» de la firme roannaise est relayée par le PCF (tracts, interventions des élus, re-

portage du Point du Jour) : « Les acheteurs étrangers risquent de n'avoir plus confiance en se disant : si les Français eux-mêmes n'en veulent pas... ». Le thème du «bradage de l'industrie nationale» cher à la Fédération des Métaux CGT comme au PCF, commence à fleurir à nouveau sur les murs de Roanne. Les élus PS de la région s'efforcent d'être au diapason : dépôt d'une question orale au ministre de l'Industrie par J. Auroux (député-maire de Roanne), conseils municipaux extraordinaires. C'est toute une campagne «pour faire revenir R.P.T. sur sa décision» qui s'organise. Une opération «ville-morte» est désormais envisagée. Plusieurs défilés en préfecture ont déjà eu lieu...

LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS

Au niveau des travailleurs du roannais, ce qui compte, c'est que les ARCT vivent et que pas un licenciement ne tombe. Le pays a déjà trop souffert du chômage pour tolérer une nouvelle plaie, au niveau de ce qui fut, il n'y a pas si longtemps l'entreprise pilote de la région et un bastion des acquis syndicaux. La solidarité se développe, y compris dans l'action, comme à Chaleu, où la S.M.C. (filiale du groupe A.S.A.) est, elle aussi occupée depuis mercredi. Des débrayages ont eu lieu à l'ACBF Valence et la Sotexa d'Aubenas (toutes deux du groupe A.S.A.). De nombreuses motions de soutien affluent vers les usines ARCT occupées à Roanne. Les travailleurs ont particulièrement apprécié la lettre du syndicat CGT de Rhône Poulenc Textile Roanne (ex-CTA). Celui-ci s'en prend sévèrement à la direction RPT qu'il accuse de «mettre en cause dans l'immédiat l'existence même des usines ARCT et Sotexa». Il ironise sur la distance entre les discours de Giscard-Barre sur «la sauvegarde de notre économie» et le coup porté aux ARCT. Il assure les travailleurs en lutte de son soutien et va intervenir auprès des sections des autres unités R.P.T. pour qu'elles se joignent à cette protestation. Les UL et UD CGT et CFDT, de leurs côtés, appellent à un «soutien total et actif au personnel des ARCT». Des délégations ouvrières du département doivent aller rendre visite aux travailleurs qui occupent leurs ateliers. En outre, une manifestation serait envisagée prochainement...

Correspondant

Goulet-Turpin (Gennevilliers)

5 SEMAINES DE GREVE POUR 2 300 F

50 ouvriers de l'entreprise Goulet Turpin (distribution de produits alimentaires), à Gennevilliers dans la région parisienne, sont en grève totale depuis cinq semaines. Pour l'essentiel, des travailleurs immigrés, (travailleurs algériens, tunisiens, marocains), les grévistes exigent la cinquième semaine de congés payés, un salaire minimum pour tous de 2 300 F, la mensualisation, deux jours fériés pour les fêtes musulmanes ainsi que l'intégration de diverses primes qui étaient données jusqu'ici «à la tête du client».

Si la grève, sous sa forme actuelle (grève totale), a commencé il y a cinq semaines, différentes actions pour les mêmes revendications l'avaient déjà précédée : en effet, après la création d'une section syndicale CFDT, les délégués rencontraient la direction en déposant un cahier de revendications. La direction de Gennevilliers et la direction générale du siège social de Reims, refusaient d'y répondre. Des débrayages ont eu lieu alors fin mars et début avril d'une durée de deux jours, après quoi les travailleurs reprenaient le chemin des ateliers, pour se remettre en grève un peu après. Ce mouvement,

qui avait l'avantage de ne pas faire perdre trop d'argent, ne devait toutefois pas suffire à faire céder la direction, d'autant plus qu'une partie du personnel n'était pas en grève. C'était alors la grève totale, après que la direction de Goulet Turpin eut finalement proposé in-extremis une augmentation... de 3 % !

Le mouvement engagé désormais commence à peser lourd puisqu'une de ses conséquences à ce jour, pour la direction, est une perte de 20 % du chiffre d'affaires sur la région parisienne. Cette perte est d'autant plus importante que c'est es-

sentiellement sur la région parisienne que Goulet Turpin travaille. Cette entreprise distribue des produits alimentaires très variés aux petits magasins et à des grandes surfaces de l'Île de France tout en possédant elle-même des magasins. Quand on sait que l'usine de Gennevilliers dessert à elle seule toute la région de Paris, les grévistes ont effectivement là, un énorme moyen de pression. Mais la direction, depuis quelques jours, constatant que la lassitude n'avait pas atteint bien au contraire les grévistes, tente de faire faire leur travail par des cadres qui pour l'occasion ont mis la main à la pâte, en chargeant des camions, sans pouvoir toutefois rattraper le retard.

Les travailleurs eux, popularisent largement leur mouvement par la distribution de tracts devant les usines des villes environnantes : Asnières, Bois Colombes, etc, et bien sûr Gennevilliers même.

9^e congrès de la FSM

Non à la mascarade de Prague !

Le Congrès de Prague est terminé et la CGT reste à la FSM...

A quoi peut bien servir l'ultime avertissement de Georges Séguy contre une «atmosphère qui deviendrait vite irrespirable», puisqu'il a finalement très bien réussi à respirer à son aise dans Prague occupée ?

Que valent ses recommandations pour que «quels que soient les pays dans lesquels s'exercent leurs activités syndicales, tous les participants à ce congrès prennent l'engagement de faire appliquer les dispositions de la Déclaration Universelle des Droits Syndicaux», au moment même où l'Agence soviétique Tass condamnait la conférence de presse de mardi dernier à Paris, tenue par V. Fainberg et d'autres dissidents ouvriers des pays de l'Est, comme un «spectacle provocateur» ?

La FSM a adopté, dans Prague toujours occupée 10 ans après l'invasion du social-impérialisme, une laborieuse déclaration des droits syndicaux, confectionnée (au nom de la CGT) par un professeur de droit de Dijon, un certain M. Piquemal ! Ce serait risible, si une telle farce ne devait pas couvrir la poursuite à l'Est de la plus ignoble des dictatures, celle que les nouveaux tsars du Kremlin prétendent exercer «au nom des travailleurs».

Sans rire, les bonzes syndicaux d'État des pays de l'Est ont pu voter «le droit des travailleurs de participer à toute activité syndicale, sans autorisation ni contrôle des autorités publiques ni des employeurs.» Et il faudrait les croire alors même qu'ils poursuivent Klebanov et l'Association du syndicat libre des travailleurs d'URSS ?

Comment diable Séguy veut-il nous faire croire que grâce au chiffon du professeur Piquemal, il en sera fini de la répression des mineurs du Donetz, des métallos de Dniepropetrovsk, des ouvriers de Gdansk, Ursus ou Radom ?

La nouvelle Constitution soviétique n'est-elle pas le plus beau paravent des activités social-fascistes ?

Allons donc ! De tout cela, la fraction PCF qui domine la direction de la CGT s'en moque. Séguy et Krasucki comptent rentrer de Tchécoslovaquie avec un «brevet de démocratie» constitué de toutes les critiques et les injures des plus bornés et acharnés de ces prétendus syndicalistes (aux ordres des maîtres de Moscou) sévissant dans la FSM. Conspués à Prague par les fantômes syndicaux d'Inde et de Tchécoslovaquie, les dirigeants PCF de la CGT n'en restent pas moins membres de cette Fédération mondiale aux mains du social-impérialisme. Le tour est joué, croient-ils !

Mais non ! Nous n'accepterons pas la mascarade de Prague ! Pas plus que nous ne tolérons de la direction de la CGT son refus de boycotter Videla et la dictature en Argentine, nous n'admettrons son renoncement face à la caricature indécente du «syndicalisme» qui sévit à Moscou, Prague, Berlin Est ou Varsovie...

«ÉCOUTE, SÉGUY, A L'EST, LES PEUPLES BOUGENT !»

Le 1^{er} mai prochain sera l'occasion de rappeler à la direction PCF de la CGT que nous ne sommes pas dupes de la cynique farce de Prague. Solidaires des peuples en lutte, aux côtés des travailleurs, qui cherchent à se redonner un outil syndical contre la dictature capitaliste bureaucratique d'État, les vrais communistes — et avec eux les syndicalistes révolutionnaires de la CGT et de la CFDT — lutteront pour qu'éclate la vérité sur ce congrès truqué !

Stéphane RAYNAL

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nous ne sommes pas candidats au suicide collectif

Motion du comité étudiant anti-marée noire

La mer est morte, la côte est complètement polluée. Il n'est pas question de polluer de la même manière l'intérieur. Les fosses portent le risque de toucher les nappes phréatiques, enterrer les déchets présente les mêmes risques. Aussi longtemps qu'une solution acceptable de stockage ne sera pas établie, nous nous opposons au nettoyage criminel qui multiplierait la pollution.

Nous nous opposons à l'utilisation de détergents qui sont toxiques et inefficaces. Un volume de détergents dilués dans le meilleur des cas, six volumes de pétrole et coûte très cher, très, très cher.

Nous ne faisons aucune confiance aux responsables gouvernementaux qui ont maintes fois fait non seulement la preuve de leur inefficacité, mais pire, de leur nocivité (par exemple Bécarn à Quimper).

Nous exigeons que les pollueurs paient intégralement tous les frais.

Que les marins-pêcheurs et tous les travailleurs de la mer soient consultés sur toutes les décisions et que la répartition de fonds d'indemnisation soient contrôlée par la population.

Nous savons par exemple que des chômeurs sont employés à 11 F50 de l'heure (c'est-à-dire moins que le SMIC) pour quatre vingt heures par semaine, à la station de dégazage de Brest ; sans contrôle médical ni aucune protection sérieuse, et que des entreprises telle que Laving Glace s'engraissent ainsi sur le compte du plan Polmar.

Nous exigeons que des volontaires chômeurs soient prioritaires pour le nettoyage avec les garanties médicales et 2 400 F par mois.

Nous exigeons que les étudiants dont les études dépendent de travaux saisonniers soient considérés comme sinistrés. Personne ne doit souffrir financièrement de la marée noire.

Nous exigeons la publication du plan Orsec-Radiation et interdisions toute centrale nucléaire. Nous interdisions aussi tout transport et utilisation de produit dangereux avant qu'il ne soit placé sous contrôle populaire. Pas de Minamata en Bretagne ou ailleurs.

Nous condamnons tous les responsables gouvernementaux et leurs complices administratifs (Préfet, etc.) à la démission sans délai.

Nous n'admettrons aucun emploi en moins du fait de pollution quelle qu'elle soit.

Nous n'admettrons pas plus longtemps que les seules condamnations qui aient eu lieu sur la marée noire ne portent que sur ceux qui luttent contre :

— UFC : 1 million d'anciens francs d'amende pour avoir appelé au boycott.

— Un étudiant tunisien ramené lors d'une manifestation anti-marée noire à Paris : 3 mois de prison ferme !

Enfin, nous condamnons sans appel cette société où les profiteurs n'ont d'autre logique que de nous faire consommer toujours plus sans que la population y trouve satisfaction.

Comité anti-marée noire étudiant

Brest

Forum anti-marée noire
Parc des expositions
Samedi 29 avril

Forums, spectacles, montages diapos...
Avec Stivell, Glenmor, Yvon Etienne...
Fest-Noz.

France

«Terre d'asile»

«Le droit d'asile a disparu sinon en Europe du moins en France», c'est ce qu'a déclaré l'avocat d'un jeune basque qui tentait de se réfugier en France et qui a été refoulé par la police au poste frontière d'Irun. Celui-ci est accusé d'avoir fait sauter, il y a quinze jours, le siège d'une organisation patronale à San Sebastian.

Achetez le Quotidien du Peuple chaque jour dans le même kiosque

Creuse :

tué d'une balle dans le dos

Deux jeunes conduisant une voiture volée, selon la police, ont grillé un stop près d'un petit village de la Creuse. Pris en chasse par les gendarmes, le véhicule s'est retourné dans un ravin. Poursuivis, les deux jeunes se sont enfuit à travers bois. Un des gendarmes a tiré, dans le dos. Un des jeunes est mort.

Marée noire :

«Nous ne sommes pas candidats au suicide collectif»

Réponse : 300 gardes mobiles

DE NOTRE CORRESPONDANT DE BREST, Jean Jacques KERFICIEN.

●Après la colère spontanée qui s'est manifestée avec l'échouage de l'Amoco Cadiz et les ravages causés par sa cargaison, après les premiers bilans de ces ravages, la réflexion s'approfondit. La version officielle de la fatalité est battue en brèche, la société et la course aux profits sont accusés, comme le reflète ce bombage sur un mur breton : «Entre le capitalisme et la Bretagne, nous avons choisi de vivre et travailler au pays».

Jeudi 20 avril, une centaine d'étudiants et de jeunes investissent le siège de la direction départementale de l'équipement, et présentent à un des responsables, une motion rédigée par le Comité anti-marée noire étudiant de Brest. (Ci joint le texte de la motion).

Malgré les multiples provocations des Renseignements Généraux, et les descentes continues de flics, les occupants ont

manifesté leur enthousiasme après la longue démobilitation des vacances scolaires.

L'occupation pacifique des locaux collectifs de la DDE s'est achevée à 18 h 30 par la brutale intervention de plus de trois cents gardes mobiles armés jusqu'aux dents ! Une délégation appuyée par un ingénieur de la DDE a tenté de parlementer, insistant sur le fait que cette action était non vio-

lente et avait pour but d'appuyer les revendications du CAMN, dont l'urgence est indéniable. Les représentants de la «loi» n'y entendaient rien, et continuaient leurs sommations. Il fallait très vite évacuer, et sans la présence de ce même ingénieur, il y aurait eu matraquage et arrestations.

Les étudiants prennent acte que la seule négociation que le gouvernement leur propose est la matraque ! Aurait-il peur de la prise de conscience devant la mascarade du plan Polmar ? La solidarité signifie-t-elle le quadrillage policier de la Bretagne pour mieux contrôler les «agitateurs», ceux qui remettent en cause l'information officielle sur la

marée noire, qui n'est conçue que pour sécuriser la population.

Les étudiants convoquent une Assemblée générale pour le mardi 25 avril à 14 h où il sera décidé des actions à venir. La détermination à ne pas se laisser faire est évidente et la répression n'a fait que raviver une colère qui s'était mise en veilleuse pendant les vacances.

Des affiches apparaissent déjà : «Nos moyens seront à la mesure de nos besoins». Le mercredi verra certainement une action étudiante qui montrera clairement ses objectifs et sa détermination, d'autant que le silence de la presse locale, sur la répression policière de jeudi ne fait qu'accroître la tension.

RATP

L'AMIANTE EST PARTOUT DANS LE METRO

●Amisol, Jussieu, La Savine, Sodim, Ferodo, RATP... un point commun : l'amiante. Mais combien d'autres entreprises ou de lieux publics dispersent la même poussière pernicieuse qui présente de graves dangers pour la santé des travailleurs ou les usagers de ces lieux. Les syndicats CGT et CFDT tenaient une conférence de presse le 21 avril, pour exposer l'état des revendications des travailleurs de la RATP concernant l'utilisation de l'amiante ; problème qui touche aussi les travailleurs des entreprises sous-traitantes de la RATP ainsi que les usagers.

L'amiante est un matériau couramment employé, et utilisé dans trois mille produits environ. Il sert principalement d'isolant thermique et phonique, et il est floqué (collé par projection) dans les installations à isoler. L'amiante s'effrite alors lentement en une poussière très fine qui cause des maladies irréversibles, à ceux qui absorbent ces poussières.

L'abestose : les fibres d'amiante obstruent les alvéoles pulmonaires, c'est l'étouffement progressif. Cette silicose des travailleurs de l'amiante est irréversible, on ne sait pas la guérir, et elle est mortelle. Le Mésothéliome : le cancer de l'amiante, il attaque la plèvre pulmonaire. On ne sait pas le soigner, il est mortel. Les cancers broncho-pulmonaires et des voies digestives.

Sept agents de la RATP sont actuellement suivis pour des troubles dus semble-t-il à l'amiante. L'amiante est présent partout dans le métro : dans les postes de haute tension (PHT) et les postes de redressement (PR) entièrement floqués à l'amiante. De l'air pulsé assure la ventilation de ces locaux, et l'air est rejeté à l'extérieur. L'une de ces aérations débouche directement dans la cour

d'une école maternelle, rue du Renard !

Dans les tunnels, où 33 installations de ventilation sont floquées à l'amiante, là aussi, l'air est rejeté à l'extérieur ou dans les tunnels, selon la saison. Certaines portions de quais et de tunnels, ainsi que certaines salles de tickets sont floquées.

Dans les ateliers, où des ouvriers poncent et rectifient les freins des rames de métro.

Les travailleurs de la RATP sensibilisés par la lutte du collectif inter-syndical de Jussieu, se mobilisent à leur tour sur l'utilisation de l'amiante, en 1976.

LE PERSONNEL EST FAIBLEMENT EXPOSÉ IL N'Y A PAS D'AMIANTE NOCIF DANS NOS LOCAUX»

Telle est la réponse que la direction de la RATP donne à l'époque aux travailleurs venus lui exprimer leurs inquiétudes quant à l'usage du matériau incriminé.

Mais la mobilisation se poursuit, notamment depuis le début de l'année, et les revendications se précisent :

—mesures de protection individuelle : pour les agents intervenant dans les PHT et les PR. (masques,



combinaisons, gants, botes)

—dépistage et suivi du personnel par la médecine du travail, en liaison avec des équipes spécialisées.

—mesures d'empoussièremment des locaux.

—défloccage complet des installations.

Ces revendications sont en partie satisfaites : masques, examens par la médecine du travail. Mais le principal acquis du personnel est la mise en place d'un plan de défloccage des PHT et des PR. Dans un premier temps la direction prévoyait de l'étaler sur cinq ans, mais devant la mobilisation des travailleurs elle a dû réduire l'échéance à un an et demi.

Ils ont obtenu par ailleurs des combinaisons étanches et un système d'aspiration aussi bien pour les agents du service que pour le personnel des entreprises chargées de défloccage. Pour assurer un minimum de sécurité dans ces opérations il faut donc un CHS (Comité hygiène et sécurité) unique pour les agents RATP et le person-

nel des entreprises sous-traitantes, un CHS qui aurait la possibilité d'arrêter les travaux en cas de danger pour les travailleurs.

Mais que valent ces mesures quand on a pu voir un agent de la RATP quitter sa combinaison, couverte de poussière d'amiante, la mettre dans un sac de plastique étanche ; deux étages plus bas, un travailleur d'une entreprise sous-traitante ouvre le sac, secoue la combinaison, la nettoie à l'éponge, alors que cette opération devrait se faire en machine étanche.

Un autre acquis des nombreuses luttes contre la pollution par l'amiante : le gouvernement a par un décret daté du 28 mars interdit le floccage à l'amiante. Mais les contrevenants ne risquent qu'une amende dérisoire de 600 à 1 000 F ! Les travailleurs ne peuvent compter sur ce décret, seule la mobilisation en liaison avec les usagers, permettra une réelle prise en compte de leurs revendications.

Pierre CHATEL

Table ronde avec les pêcheurs de Plouguerneau

«UNE MAREE NOIRE TOUS LES CINQ ANS ET ON IRA PLANTER DES CHOUX !»

Par notre envoyé spécial Pierre Pujol

«Dans l'arrière salle animée et bruyante d'un café de Plouguerneau, petite localité du nord Finistère, où la pêche fonde et rythme la vie du pays, nous avons rencontré plusieurs pêcheurs, dont Louis, Jean, François, contraints au chômage technique par la marée noire. A Plouguerneau, c'est l'organisation familiale qui domine : les garçons aident leur

— QdP : Que représente pour votre situation la marée noire ? Et qu'attendez-vous des indemnités promises ?

Louis : — Cela fait plus d'un mois de pêche qui est perdu. Et c'est le meilleur mois. C'est là que ça paye le plus : au moment de Pâques, avec les communications qui arrivent. On travaille 6 mois pour gagner notre vie, le reste, c'est pour payer les frais. Jusqu'en juillet-août, on travaille, après c'est terminé.

François : — Ce n'est pas seulement le mazout, c'est la vente. Les gens vont hésiter à acheter : on vend une partie aux mareyeurs, une partie aux restaurants, une partie directement aux consommateurs.

Jean : — Ici, ça se passe plutôt en famille, on part à un ou deux, il y a au maximum quatre personnes par bateau, on a tous à peu près le même revenu.

— Nous venions de nous engager pour un bateau neuf de quarante millions. On doit rembourser 5 millions à l'année. On nous promet des indemnités, mais est-ce que ça sera vraiment à la mesure de nos moyens, et comment ça sera évalué ? Les 1 240 F qu'ils ont donnés c'était le plus facile à faire !

Ils vont établir les indemnités sur la base des pêches de l'an dernier. Or, cette année, ça promettait de mieux donner.

J'ai un cousin qui pêche à Ouessant : il pêche plus cette année que l'an dernier à la même époque !

— Le jour où on a demandé aux pêcheurs d'aller prendre des feuilles pour les sinistrés, à Plouguerneau, c'était les commerçants qui sont allés les premiers chercher les feuilles pour sinistrés ! Or, ils ne pourront savoir s'ils sont sinistrés qu'au mois de septembre ou au mois de décembre, quand ils établiront leur bilan !

Certains restaurateurs vont bien se rattraper : la marée noire, vous savez, ça attire des curieux !

— Nous, s'il fallait qu'on aille pêcher maintenant, on pêcherait quelque chose, mais de toute façon, il faudra repasser dans le mazout pour rentrer...

Parce que, sur le rail, on

père et plus tard, ils auront peut-être leur bateau pour pêcher le crabe et l'araignée. Relativement isolés, — c'est la situation des pêcheurs de toute la côte Nord semble-t-il —, ils attendent les nouvelles, les résultats de la marée d'essai et réfléchissent entre eux à la préoccupante question de leur avenir.



Les bateaux sont bloqués dans les ports... cela fait pour l'instant plus d'un mois de pêche qui est perdu.

ne pêcherait pas grand chose, tout le poisson est à la côte, il n'est pas au large. Et les araignées, avec la chaiseur, se rapprochent de la côte...

— Ce n'est pas tellement l'autorisation de sortir qui est importante pour nous, c'est la possibilité de vendre ! Même si on a l'autorisation officielle de sortir, si on ne peut pas vendre, à quoi ça nous sert d'aller à la pêche ? Les cours sont bons pour l'instant, mais quand tout le monde va vendre, ça va être la dégringolade !

— QdP : Quelles conséquences la marée noire peut avoir sur la reproduction des crustacés ?

— Avant cinq ans, on ne peut pas connaître les conséquences sur la reproduction. Plutôt 6-7 ans. Cinq ans, c'est le minimum pour savoir. Après la marée noire du Torrey Canyon, il y a 11 ans, on l'a senti depuis, il y a eu une diminution de pêche. Là, ça redémarrait à nouveau. Le crabe par lui-même est résistant, mais les œufs, ça n'est pas pareil. Il faut au minimum 5 ans pour qu'un crabe soit adulte : pour arriver à 7 centimètres, ce qui est déjà trop petit pour pouvoir faire quelque chose avec. Il suffit qu'on ait une nouvelle marée noire, dans 5 ans, et on n'aura plus qu'à planter des choux !

— Nous autres, on est

parti pour tenir face au gouvernement pendant 5 à 10 ans ! Si on lâche la pression maintenant, on est fichu...

Si on nous dit que le crabe est consommable maintenant, d'accord. On en vendra cette année. Mais si toute la production est fichue, dans 5 ans, qu'est-ce qu'on fera ?

— Il ne faut pas qu'on lâche, tant qu'on n'a pas pu prouver que ça a pu se régénérer...

— Si, dans cinq ans, tu trouves des petits comme ça, c'est bon, ça veut dire que tu pourras continuer à pêcher.

— Mais il faut pouvoir trouver des crabes comme ça dans 5 ans. C'est ça le problème !

— Nous, on est coincé aux deux bouts : si on ne peut pas pêcher, on est coincé, si le mareyeur ne peut pas vendre, on est coincé aussi !

— QdP : Quels moyens de pression avez-vous, pour obtenir votre dû ?

— On peut ne rien pêcher du tout, faire la grève, quoi. Mais alors, il faudrait aussi refuser les importations de produits étrangers. On ne serait pas plus avancé si on voit débarquer des crabes d'Angleterre à Roscoff !

— Mais ça, ce n'est pas dur à empêcher...

— Une autre solution encore, c'est qu'on refuse de payer toutes les taxes

qu'on doit à l'État, les impôts et tout.

— Moi, je voudrais dire une chose, c'est que, jusqu'à présent, les oiseaux passent avant nous dans la presse. Dans certains endroits, ils ont même fait des tours de chant, des machins comme ça, pour les oiseaux.

A la télévision, c'est pareil, si vous dites une chose qui ne leur plaît pas, ou si ça risque de vraiment trop frapper les gens, c'est coupé !

— QdP : Des mesures ont été prises pour obliger les pétroliers à signaler leur passage. Croyez-vous qu'elles seront efficaces ?

— Hier, sur 40 pétroliers qui sont passés au large d'Ouessant, il n'y en a que 8 qui se sont signalés ! Et il y a une semaine de ça, sur 94 bateaux qui sont passés, il y en avait 90 en infraction !

— Rien n'est fait contre ceux qui sont en infraction ! Je me souviens d'un navire qui est passé devant nous. Il marchait à 15 nœuds. Il nous a coupé les deux bouées. On a signalé ça au syndicat, en arrivant, mais on n'en a plus jamais entendu parler ! Heureusement qu'on a réussi à récupérer notre filet... ! Vous voyez, ils n'arraisonnent jamais les bateaux. Ce sont des affaires qui sont classées au fur et à mesure...

VICTOIRE SANS SURPRISE POUR UNE COURSE BIAISÉE

La Honda RCB 997 prototype de Léon et Chemarin a remporté la première victoire des 24 h du Mans moto sans problème, avec 20 tours d'avance sur la Kawasaki préparée par Pipart, pour Maingret. Preuve de l'efficacité de la machine industrielle Honda, lorsque celle-ci décide d'y mettre le prix.

Les 24 h du Mans moto sont le résultat d'une juteuse opération financière engagée par l'ACO (Automobile Club de l'Ouest, aussi organisateur des 24 h du Mans) : le Bol d'Or, course reine en France avait fait venir plus de cent mille motards l'année dernière au Mans. L'ACO a décidé d'organiser une course d'endurance de même type, à peu près à la même date. Du coup, les

organisateurs du Bol ont déménagé au circuit Paul Ricard. L'opération financière est très rentable pour les deux : le créneau de la jeunesse attirée par la moto ne manque pas d'exploitants.

L'ACO avait inauguré la formule «silhouette», reprise des 24 h auto. Il s'agit de faire courir des motos «de série» à côté des prototypes. Les motos de série en question sont en fait inaccessibles pour le commun des motards : préparées par des industriels, elles coûtent plus de 40 000 F ! L'opération, elle aussi destinée à attirer les motards (la «moto de M. tout le monde», titre *Le Journal du Dimanche*) n'a pas été une réussite : la différence de vitesse avec les protos a failli provoquer plusieurs accidents.

Métro de Lyon

Non à la ségrégation ! Droit d'accès au métro pour les handicapés !

14 associations de défense des handicapés, de malades et de mal voyants, viennent de décider à Lyon une action contre la ségrégation du nouveau métro à leur rencontre. Le jeudi 27 avril, ils manifesteront à 18 h 00, place Bellecour, pour un véritable droit d'accès pour les handicapés. La Sernaly (transports lyonnais), la Courly (communauté urbaine) et la préfecture, ont bafoué toutes les promesses faites depuis 1973 aux handicapés. L'un des responsables du nouveau métro lyonnais a même clairement indiqué : «Tant que je serai responsable, le métro ne sera pas rendu accessible aux handicapés». Et de fait, rien n'a été fait de sérieux ! Ni le budget (excédentaire), ni la sécurité («l'évacuation des handicapés ne pose pas plus de problème que pour les personnes valides», disent les pompiers, ni les normes techniques (déjà étudiées pour Paris et Marseille) ne posent de problèmes... «La sécurité, c'est que le marché des handicapés n'est pas assez rentable pour la Sernaly» déclarent les handicapés, décidés à lutter contre la ségrégation en inaugurant par une manifestation le nouveau métro.

«Harlan county USA» projeté par le CLISACT Nancy

La section CLISACT (Comité de Liaison Santé - Accidents du Travail) de Nancy organise plusieurs projections du film américain «Harlan County USA» tourné par Barbara Kopple avec les mineurs en grève : les projections se feront au «Caméo», rue de la Commanderie à Nancy :

— du mercredi 26 avril au 1^{er} mai à 21 heures

— dimanche 30 avril à 15 heures.

Chaque projection sera suivie d'un débat sur les conditions de travail des mineurs. Le CLISACT y fera part de son travail de deux ans d'enquête sur la silicose dans les mines de Lorraine.

Fête populaire à Langres

Le «Comité ouvrier Haut-Marnais» organise une fête populaire et ouvrière à Langres, le 30 avril à partir de 14 heures. Pour 15 F, on pourra voir François Brumpt, Auguste et Gaston, danser le soir sur la musique folk de Galvache. Il y aura aussi à manger et à discuter : débats avec les Lip, sur le nucléaire, avec Radio Verte Fessenheim, sur les Immigrés, après audition du Groupe populaire marocain, sur les femmes.

Espagne : le congrès de Carrillo

UNE DEMOCRATIE DE FAÇADE

Hélène VARJAC

● Avec un peu plus de 100 000 membres, 9,24 % des voix environ aux dernières élections législatives et une position syndicale confortable, le PCE est cependant loin d'avoir l'importance des partis révisionnistes français et italien. Mais, depuis sa légalisation, il n'en a pas moins fait son chemin. La technique du PCE aujourd'hui, pendant toute la phase de «consolidation de la démocratie», qui pourrait durer encore quelques années, est d'appuyer la politique «d'Union nationale», mise en plan par l'UCD. *Mundo Obrero*, organe du PCE, déclarait encore le 12 février dernier : «Ici, aujourd'hui, il n'y a pas d'autre alternative que d'être tous fidèles au Pacte de la Moncloa». Suarez, le premier ministre, a dit exactement pareil lors du débat de politique générale il y a quelques jours.

A travers l'acceptation du plan d'austérité, présenté comme la seule issue «nationale» à la crise, le PCE poursuit deux objectifs : d'abord apparaît comme interlocuteur sérieux et responsable, de façon à pouvoir capter les voix ou les adhésions de la petite bourgeoisie encore méfiante à l'égard de l'euro-révisionnisme, d'autre part gagner du temps pour accentuer son emprise sur la classe ouvrière, à travers notamment ses récents succès aux élections syndicales. Le PCE a intérêt au consensus social car le maintien d'un certain statu quo apparaît comme la condition de son renforcement : déjà il contrôle les Commissions Ouvrières et semble avoir largement pénétré ce qui reste de l'USO. Des secteurs favorables à l'allian-

ce privilégiée avec le PCE au sein du Parti socialiste populaire (PSP) refusent la fusion de ce parti avec le PSOE de Felipe Gonzalez. Mais le PCE n'envisage pas son arrivée au pouvoir avant 7 ou 8 ans et cherche entre temps à accumuler des forces.

LE MODELE DE SOCIÉTÉ : DES PATRONS D'UN TYPE NOUVEAU ?

A plus long terme, son projet est l'installation d'une «démocratie politique et économique» qui passe par l'accroissement du secteur nationalisé. Le PCE soutient activement la politique de l'Ini (Institut national de l'industrie) qui pourrait rapidement prendre le contrôle de la sidérur-

gie et des chantiers navals. Dans son livre, «L'Eurocommunisme et l'Etat», Santiago Carrillo définit ainsi le profil de la démocratie politique et économique : «la coexistence de formes de propriété publique et privée signifie l'acceptation de la production de plus-value et l'appropriation d'une partie de celle-ci». Il faut seulement que l'extorsion de plus-value «ne soit pas exorbitante». La «démocratie politique et sociale» changerait d'autant moins l'organisation d'ensemble de la société, les rapports dans le travail que Carrillo déclare : «des fonctions qu'accomplit aujourd'hui le chef d'entreprise — naturellement avec certaines différences — seront nécessaires». Aux patrons actuels, il s'agit seulement de substituer «un patron de type nouveau» !

DISCOURS DÉMOCRATIQUE D'ENCADREMENT DES MASSES

Certes, la thèse 6 sur «la démocratie politique et économique» est beaucoup plus discrète que le livre de Carrillo sur le nouveau modèle de société. On y lit notamment qu'il s'agit de corriger les déséquilibres structu-

rels et régionaux dans les domaines politique, économique, et culturel. On y trouve beaucoup plus d'affirmations sur la nécessité de la démocratie directe, la participation des masses aux décisions qui concernent leur vie quotidienne, sur des formes d'autogestion. Mais à ce jour, aucune des idées de «l'Eurocommunisme et l'Etat» n'a été reniée ou infirmée. Par ailleurs, on peut s'interroger sur le contenu de la démocratie prévue quand on constate quel est le fonctionnement réel du PCE, et quand on examine quelle est sa pratique syndicale, qui consiste à casser les luttes, parfois contre l'avis des organismes locaux des Commissions Ouvrières. D'ailleurs, chaque fois qu'il existe un organisme de masse actif, comme l'était l'Assemblée Démocratique de Catalogne, le PC y pénètre pour le casser ensuite au profit d'organismes plus restreints de négociations avec le pouvoir. Pour l'instant, sa pratique de la démocratie a consisté à faire parler ses parlementaires et ses cadres syndicaux, non à donner la parole aux masses !

Derrière les discours sur la démocratie, il y a aujourd'hui une pratique bureaucratique et une tentative d'encadrement du mouvement des masses.

La signature des Accords de la Moncloa n'a fait l'objet de discussions qu'à posteriori, de même pour le maintien des bases US en Espagne ou la décision de transformer les Commissions ouvrières en syndicat, alors que le PC s'était prononcé pour un processus syndical unitaire qui était possible tout de suite après la mort de Franco.

Sans participation à l'élaboration de la ligne politique, sans discussion et unification autour de la ligne, les règles démocratiques telles que le caractère électif de tous les postes dans le PC ou la soumission de la minorité à la majorité sont transformées en un instrument de contrôle bureaucratique sur le Parti.

En définitive, les aspects «démocratiques» qui sont ici du démocratisme bourgeois, servent à masquer et à renforcer le centralisme bureaucratique.

A cet égard, le Congrès du PCE aboutit à la légitimation de la ligne de Carrillo, lui donne une «égalité» qu'il n'avait pas vraiment, et lui permet de fonctionner encore plus suivant le principe «Discutez tant que vous voulez, mais pas sur la ligne !» ■

LE CENTRALISME BUREAUCRATIQUE DU PCE

● La publicité tapageuse dont se sont entourés les révisionnistes espagnols pour leur 9^e Congrès fait partie d'un plan bien précis : démontrer à l'opinion publique espagnole et à leurs propres militants que le PCE est bien un parti démocratique. C'est une manière de répondre «par les faits» aux attaques, notamment celles de deux anciens dirigeants du PCE, Jorge Semprun et Claudin, exclus autrefois pour leurs positions trop ouvertement euro-révisionnistes. Mais quels sont ces «faits» ?

DÉMOCRATIE A USAGE EXTERNE

Ils présentent comme une preuve de démocratie extraordinaire, jamais vue chez eux et jamais pratiquée dans les autres partis... la publication et la discussion dans le PC, avant le Congrès, des thèses et des projets de statut ; processus pourtant on ne peut plus normal et ordinaire de préparation d'un congrès !

Ils affirment que leurs débats sont publics, que l'activité est entièrement transparente aux organes de presse et d'information. Que signifie pour les militants du parti cette «transparence» ?

Prenons un exemple : le PC développe partout des services de presse, chargés de faciliter l'information des journalistes. Or à Oviedo, le 28 mars, une partie des délégués de la Conférence des Asturias ont déclaré à la presse que la note publique communiquée par le service de presse était «un tissu d'erreurs et de faussetés». Le service de presse a prétendu que la rupture



Pour le Congrès du PCE, Carrillo a beaucoup soigné la présentation. Mais, au-delà des apparences, il y a l'absence de débat réel sur la ligne politique et la caution des dirigeants à la politique d'austérité.

s'est faite à propos de la discussion de la thèse 15 sur l'abandon du léninisme : pour les délégués, tout s'est en fait passé bien avant, à propos des manipulations des carrillistes pour la présidence de la Conférence. En effet, lorsque certains dirigeants locaux se voyaient interdire le droit à la parole, alors que les représentants de Madrid disposaient, eux, de 15 minutes chacun pour défendre le point de vue de la direction... Comment se fait-il aussi que des membres du Parti de Malaga aient exprimé leur désaccord avec la manière dont s'est déroulée leur conférence ? Comment se fait-il qu'un texte interne au PC de Madrid, préparatoire au Congrès, pose les questions suivantes : «Ne serait-il pas juste d'organiser, selon des normes précises, la publication à

l'intérieur du parti des positions majoritaires et minoritaires qui se sont dégagées dans la discussion au sein des comités ? Ne serait-il pas juste d'établir des normes pour que tout militant ou groupe de militants puisse faire connaître ses critiques dans les organes de presse du parti dans ses échelons respectifs ? Tout ceci pour garantir la libre circulation et la confrontation des idées, seule méthode valable pour prendre des décisions engageant l'ensemble du parti».

Ces critiques et suggestions, qui peuvent cacher des points de vue social-démocrates et la revendication du droit de tendance, manifestent à quel point les militants se sentent frustrés d'un véritable débat démocratique à l'intérieur du PC.

De fait, il s'agit plutôt d'une

démocratie à usage externe et d'un contrôle bureaucratique interne qui évite soigneusement l'organisation des discussions et la centralisation des idées de la base. Et le groupe dirigeant de Carrillo a tout intérêt à maintenir une certaine dispersion dans les critiques, suivant le vieux principe diviser pour régner !

L'AGRUPACION REMPLACE LA CELLULE

Le PCE n'a pas abandonné formellement le principe du centralisme démocratique, mais il y a bien longtemps déjà qu'il l'a vidé de son contenu. L'organisme de base du PCE n'est pas la cellule, mais «l'agrupacion», c'est-à-dire un regroupement large sur les lieux de travail ou d'habitation, parfois de plusieurs

certains de militants : pas de réunions régulières, un militantisme «à la carte» où les contacts, les informations se font en passant à la permanence locale. Les temps forts de vie politique sont des assemblées de quartier, souvent espacées de un à plusieurs mois. La destruction de la vie de cellule aboutit à donner tout le pouvoir aux permanents locaux et à l'appareil du parti révisionniste.

PAS DE DÉBAT SUR LA LIGNE

On ne trouve dans les projets de statuts aucune définition précise du centralisme démocratique, aucune précision sur le fonctionnement de cette «nouvelle formation politique» préconisée par le PC.

Mais le point-clé de toute la pratique du PCE, c'est l'impossibilité où se trouvent les militants de participer à l'élaboration de la ligne politique. Il n'est qu'à voir comment les principaux aspects de la ligne du PC espagnol ont été définis : les thèses présentées au Congrès sont pour l'essentiel une reprise des idées exprimées par Carrillo dans son livre : «L'Eurocommunisme et l'Etat». Jusqu'au mois d'octobre dernier, elles avaient été présentées comme une réflexion personnelle de Carrillo n'engageant pas le parti. Carrillo lui-même reconnaissait qu'elles pouvaient passer pour «blasphématoires» aux yeux des «marxistes orthodoxes». Des membres de la direction insistaient sur les innovations théoriques apportées : conception du parti et de l'Etat, modèle de société notamment. Sans que la discussion de fond se soit effectivement engagée, ces thèses sont devenues aujourd'hui le programme du PCE.

Liban

LUTTE POLITIQUE SERREE APRES LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT

La démission du gouvernement libanais a accentué la crise libanaise ouverte avec l'invasion sioniste au Liban. Face à l'occupation du Sud du pays, face aux menaces de partition lancées par les dirigeants fascistes libanais, face aux provocations des fascistes contre la FAD (Force arabe

de dissuasion), le premier ministre libanais a préféré la démission. Sarkis, le président, a accepté la démission et va entamer les consultations pour former un nouveau ministère. Cela peut durer longtemps. Le Liban a déjà connu des mois entiers sans gouvernement, dans des périodes

de crise, moins graves que celle d'aujourd'hui.

La formation d'un nouveau gouvernement va être l'occasion d'une lutte politique importante, sur les plans libanais, arabe et international. Sur le plan libanais, il y a d'un côté, les fascistes qui demandent le «nettoyage» du Liban de la présence palestinienne, d'autre part, le camp national avec toutes ses variantes, allant des notables traditionnels, plus ou moins liés aux pays arabes, au mouvement national libanais avec ses diverses composantes. Sur

le plan arabe, la Syrie, l'Egypte, l'Arabie Séoudite appuieront l'une ou l'autre composante, selon leurs intérêts actuels. Sur le plan international, les puissances impérialistes, et notamment les USA, et l'URSS, la France aussi, chercheront, chacune de leur côté, à peser sur la formation de ce nouveau gouvernement. Cette lutte serrée peut durer assez longtemps au moment où la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises affrontent toutes seules l'occupation sioniste au Sud du pays.

Israël : modification de la commission pour l'implantation des colonies sionistes

Le gouvernement de Begin vient de modifier l'organisation de la commission interministérielle chargée d'étudier et d'organiser l'implantation des colonies sionistes dans les territoires occupés. L'implantation des colonies échappera désormais au contrôle du ministre de l'agriculture Sharon et dépendra de la commission interministérielle de la défense. Certains ont voulu voir dans cette mesure une marque de «modération», sous prétexte que Sharon est un «faucon». En fait cette réorganisation intègre davantage la colonisation dans les plans militaires de l'Etat sioniste et lui permet de renforcer le secret sur ces implantations. En effet, des révélations sur les colonies avaient gêné, ces derniers mois, la diplomatie de Begin.

Liban : un accord contre l'OLP

Les dirigeants conservateurs libanais, tant chrétiens que musulmans, auraient adopté un accord prévoyant la suspension de toute activité armée palestinienne ou autre sur l'ensemble du territoire libanais.

Parmi ces dirigeants : Pierre Gemayel et Camille Cha-

moun, leaders de la droite fasciste, ainsi que Kamel el Assad et Saeb Salam, conservateurs musulmans, qui sont à la recherche d'une formule de gouvernement qui remettrait en cause les accords du Caire de 69, signés entre l'Etat libanais et la Résistance palestinienne.

Allemagne

20 000 manifestants contre les nazis anciens et nouveaux



Vingt mille anciens résistants et déportés ont manifesté samedi à Cologne contre «la résurgence du nazisme» en Allemagne. Cette manifestation européenne, à l'appel de 84 associations de plusieurs pays exigeait la dissolution des associations d'anciens nazis et l'interdiction de toute activité et propagande nazie. Il s'agit de la plus importante manifestation sur ce thème qui se soit déroulée en RFA. La complaisance de l'Etat allemand à l'égard des anciens nazis est apparue à plusieurs reprises lorsqu'il a refusé d'extrader des criminels de guerre. Nombre de ceux-ci occupent des postes de responsabilité dans la justice, l'administration, l'armée ou l'industrie. D'autres jouissent d'une retraite paisible. L'année dernière, une «amicale» européenne d'anciens SS a pu se

réunir en Allemagne sous la protection de la police. En outre, les activités des groupes néo-nazis sont largement tolérées par le gouvernement, alors que les interdictions professionnelles prévues initialement à l'encontre des «ennemis de la démocratie» sont systématiquement appliquées pour réprimer des démocrates et des révolutionnaires.

En plus de son caractère massif, la manifestation de Cologne a revêtu un caractère particulièrement important dans la mesure où des milliers de jeunes allemands y ont participé, montrant leur solidarité avec les anciens résistants dans la lutte contre les anciens et nouveaux nazis. Un groupe de quelques dizaines de néo-nazis qui avait annoncé une contre-manifestation n'a pas osé montrer le bout du nez.

Meeting anniversaire

IL Y A 3 ANS, PHNOM-PENH ETAIT LIBERE

Une nombreuse assistance s'était rassemblée, jeudi 20 avril, à la Mutualité pour commémorer le troisième anniversaire de la libération de Phnom-Penh : en chassant ainsi de leurs derniers repaires la clique de Lon-Nol et les agresseurs américains, le peuple cambodgien et son armée révolutionnaire remportaient une victoire éclatante et libéraient tout le pays. Ils montraient qu'en se mobilisant et en s'unissant sur une juste ligne pour son indépendance et sa liberté, et en menant la guerre populaire, un peuple peut vaincre ses oppresseurs et ses agresseurs impérialistes, si puissamment armés soient-ils.

La camarade intervenant, au nom de l'Humanité Rouge et du PCR ml, qui étaient à l'initiative de ce meeting anniversaire, a d'abord mis en valeur ce grand enseignement. Elle a également indiqué que, dans sa lutte de libération nationale, le peuple cambodgien avait aussi déjoué les manœuvres de l'URSS. Elle a souligné le rôle décisif joué par les communistes cambodgiens dans la direction de cette lutte exemplaire de tout un peuple. Elle a tracé, à grands traits, les succès remportés dans l'édification du Cambodge nou-

veau, le Kampuchéa Démocratique, son rôle actif, sur le plan international, aux côtés des peuples en lutte et dans le mouvement des pays non-alignés. Enfin, elle a dénoncé la campagne virulente de dénigrement menée contre le Kampuchéa Démocratique, aussi bien par Washington que par Moscou, et en France, aussi bien par l'Aurore que par l'Humanité.

C'est pourquoi, après une présentation de messages de soutien, la parole a été donnée au camarade Men-Mol, représentant le comité des Patriotes du Kampuchéa Démocratique en France. La salle a été enthousiasmée par le brillant récit des victoires remportées par la guerre du peuple. Elle a été impressionnée par l'exposé des succès remportés dans de nombreux domaines, dans la construction du Cambodge nouveau : grands travaux hydrauliques qui transforment complètement les campagnes et multiplient les récoltes de riz, développement de l'industrie, en comptant sur ses propres forces, alphabétisation généralisée, système d'éducation lié à la pratique de la production, bond en avant dans la protection et la prévention sanitaire pour

le peuple. Le camarade Men-Mol a, d'autre part, présenté et expliqué la position de Kampuchéa Démocratique en ce qui concerne les contradictions et les affrontements armés avec la RDV.

Un film tout récent

(1977) «Kampuchéa démocratique» a suscité l'intérêt : pour la première fois, il nous était donné de voir, largement sous ses multiples aspects, le peuple cambodgien au travail, menant un vaste effort d'édification du pays.

Italie : fermeté difficile après le message de Moro

L'ultimatum fixé samedi à 15 heures par les «brigades rouges» a expiré sans que les ravisseurs de Moro fassent savoir s'ils avaient exécuté ou s'il était encore en vie. Guiso, avocat des dirigeants des «brigades» qui sont actuellement en procès à Turin, a déclaré que des négociations étaient possibles. Il a rencontré la femme de Moro. Mais on n'a pu savoir s'il parlait en son nom personnel ou s'il servait d'intermédiaire.

Message d'Aldo Moro samedi à la DC

«De ces problèmes terribles et angoissants, je ne crois pas que vous puissiez vous libérer, même devant l'histoire, par la facilité, l'indifférence, et le cynisme que vous avez manifestés jusqu'à présent... Est-il possible que vous soyez tous d'accord pour vouloir ma mort, selon une prétendue raison d'Etat que quelqu'un vous suggère, avec rancune, comme pour résoudre tous les problèmes du pays ? Si ce crime était perpétré, une spirale terrible s'ouvrirait que vous ne pourriez affronter... Mon sang retomberait sur vous, sur le parti, sur le pays.»

Le pape, aux Brigades

«Je vous supplie à genoux, libérez M. Aldo Moro, simplement, sans conditions.»

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

Sossi : un vrai dur

Sossi, procureur de Gènes, a été détenu 35 jours par les «Brigades rouges» et relâché en échange de huit prisonniers. Protégé nuit et jour par la police, c'est un partisan des grands moyens : «Le seul moyen de régler cette situation, pour le Parlement, c'est de proclamer l'état d'urgence dans tout le pays, de suspendre les lois et de proclamer la loi martiale. Les terroristes armés, pris sur le fait, devraient être exécutés séance tenante. Les attaques armées contre les officiels, ou les bâtiments publics punies de mort. La police pourrait faire des perquisitions sans mandat. Les préfets auraient le pouvoir de décréter le couvre-feu dans certaines zones et les frontières du pays pourraient être fermées si nécessaire.»

Tchad

DIX ANS D'INTERVENTION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

● L'intervention de l'impérialisme français au Tchad est la plus ancienne et la plus massive qu'il ait jamais engagée depuis la fin de la période coloniale.

Dès 1968-1969 il avait envoyé un corps expéditionnaire contre la lutte de libération du Frolinat. En 1972, le général Cortadellas, chef des opérations, devait reconnaître : « Il faudrait au moins 50 000 hommes pour pacifier le Tchad ».

Sans parvenir à remporter de succès, l'impérialisme français a profité de la situation pour renforcer son emprise sur l'État tchadien, en le truffant de conseillers qui prenaient en main l'administration et en y implantant sa seconde base militaire, en importance, en Afrique, après Djibouti à l'époque.

En 1974, l'affaire Claustre, avec les négociations et les livraisons d'armes de la France à Hissène Habré, entraîne une réaction du gouvernement militaire de Malloum qui ferme les bases militaires françaises. Mais en mars 1976, après une visite de Chirac, de nouveaux accords militaires sont signés : des centaines de « coopérants » reviennent encadrer et diriger l'armée tchadienne, tandis que l'armée française, sans avoir de base fixe, du moins officiellement, retrouve des « facilités » au Tchad.

L'«AIDE» DE L'URSS

À la même époque, en 1976, l'URSS, qui compte également profiter du conflit commence, de son côté, à fournir une aide au régime de Malloum, en lui

livrant des armes et des «conseillers militaires».

La situation du régime de Malloum continuant à se dégrader, Giscard décide de renforcer l'intervention en juillet 77, après la conférence franco-africaine où il a précisé sa doctrine de pénétration militaire en Afrique. Sous prétexte de défense de la souveraineté des pays du continent l'armée française prend directement en mains le transport de troupes et de matériel, tandis qu'en plus des «coopérants» officiels, des centaines de militaires français «détachés» ou «en retraite anticipée» sont intégrés sous contrat dans l'armée tchadienne.

FÉVRIER : LA CHUTE DES GARNISONS DU NORD

En février 78, c'est la chute de plusieurs garnisons importantes du Nord, en particulier Faya-Largeau. Un DC 3 est abattu et déjà plusieurs militaires français tués. Après avoir mis en cause le rôle de la Libye, Malloum accepte d'aller négocier à Sebha en Libye avec des représentants du Niger, du Soudan

et de la Libye et certains groupes du Frolinat.

LES ACCORDS DE SEBHA MIS EN CAUSE

Les négociations de Sebha aboutissent à un accord de cessez-le-feu, pour la «réconciliation nationale», et une «médiation» de la Libye et du Niger. En fait, les principales forces armées du Frolinat qui, le 16 mars, se sont réunifiées sous la direction de Goukouni mènent une offensive générale et ne reconnaissent pas le cessez-le-feu. C'est d'ailleurs sous prétexte de cette «violation du cessez-le-feu» que le régime tchadien fait appel à de nouveaux renforts de troupes françaises. Il faut cependant préciser que les accords de Sebha mentionnaient la fin de toute intervention étrangère, et que, pour les respecter, Malloum avait dû expulser les Français. Le mois dernier, Goukouni déclarait :

«L'encre des accords n'était pas séchée que le Comité militaire a commencé à faire venir des troupes militaires françaises super-équipées... Nous exigeons l'expulsion de tous les agents étrangers de répression, en particulier français, que ce soient les troupes militaires, les prétendus coopérants ou les agents camouflés du genre Gourvenec, responsable des renseignements généraux et bourreau en chef».

OU EN EST LE FROLINAT ?

Le Frolinat (Front de libération nationale du Tchad) a mené depuis plus de dix ans une lutte de libération contre le gouvernement central et l'impérialisme français. Ses succès militaires lui avaient permis de contrôler d'importantes régions du pays, en particulier dans le Nord et dans l'Est. Mais les faiblesses de la direction politique, les contradictions entre ethnies, les rivalités et les ambitions personnelles ont entraîné une division, un éclatement du Frolinat : avec la constitution de plusieurs groupes armés derrière différents dirigeants (Hissène Habré, Goukouni, Siddick), et de plusieurs représentations extérieures. Cette division devait avoir pour conséquence l'emprise d'influences étrangères sur plusieurs groupes. Celui d'Hissène Habré se rapprochait de l'impérialisme français, pour finalement se rallier au gouvernement de Malloum. De son côté, la Libye, qui a des revendications territoriales sur le Nord du Tchad, exerçait une influence croissante sur les fractions basées au Nord : on avait pu le constater au moment de la libération de Madame Claustre, celle-ci ayant été obtenue par l'intermédiaire de la Libye, et les troupes libyennes circulant au

cœur du Tibesti.

Au début de cette année, le Groupe d'Information sur le Tchad qui a soutenu depuis des années la lutte du Frolinat caractérisait l'état du Frolinat comme l'aboutissement d'un «processus de dégénérescence de l'organisation». «Ce processus engagé au temps de la direction de Abba Siddick se traduisait notamment par l'absence de programme politique (en discussion

depuis 69 après l'abandon du premier programme), l'absence d'un travail politique réel parmi les combattants, ce qui pourrait expliquer aujourd'hui l'unification sans principes des divers groupes armés du Tchad, le refus d'édification d'un nouveau pouvoir dans les zones libérées : le Frolinat tolère la présence de l'administration fantoche au milieu des régions qu'il contrôle depuis près de 10 ans».

Corne de l'Afrique

● MENGISTU A CUBA ● MISE EN GARDE DE VANCE

Le dictateur éthiopien Mengistu est actuellement en visite officielle à Cuba. Castro va avoir une nouvelle occasion de rendre hommage au boucher d'Addis Abeba qu'il qualifie de «plus grand révolutionnaire africain». Comme la visite de Mengistu à Brejnev le mois dernier, ce voyage est destiné à renforcer la présence soviéto-cubaine qui permet au régime du DERG de se

maintenir en Ethiopie, et à préparer une offensive des mercenaires contre le peuple érythréen. Cette offensive semble avoir été retardée par l'URSS qui juge actuellement les réactions des impérialismes occidentaux et des pays africains.

Avant d'arriver à Moscou pour discuter des SALT avec Brejnev, le secrétaire d'Etat américain Vance, avait fait une nouvelle déclaration pour mettre en garde l'URSS à ce sujet. Il a dit que l'URSS «refusait de reconnaître le principe fondamental souvent répété par les pays africains qu'ils ne peuvent résoudre leurs problèmes qu'en excluant l'utilisation d'une force étrangère». Il a ajouté «Il est clair pour nous que si le problème de l'Erythrée est réglé par l'intervention de troupes étrangères, les massacres et les souffrances vont augmenter, aucune solution durable ne sera trouvée et les tensions dans la région vont s'accroître». L'attitude de l'impérialisme US à l'égard de l'Erythrée semble de plus en plus différente de celle qu'il avait adoptée en ce qui concerne le conflit de l'Ogaden. En effet, les Etats-Unis espéraient sans doute pouvoir contenir l'intervention soviéto-cubaine dans les limites de ce conflit, se servir de l'Ethiopie dans le cadre d'un marchandage global pour obtenir des concessions dans d'autres domaines ; ils envisageaient également de pouvoir reprendre pied en Ethiopie. Mais une intervention massive du social-impérialisme en Erythrée viserait à lui permettre de gagner des bases militaires et navales sur la Mer Rouge, ces mêmes bases que les USA avaient pu conserver en cautionnant l'annexion de l'Erythrée par l'Ethiopie en 1962.

Poussée soviétique, défensive américaine

L'ENJEU AFRICAIN (4)

Depuis son arrivée à la présidence, Carter a multiplié les tentatives pour contrer par des moyens non militaires la pénétration soviétique en Afrique. Jusqu'à présent, l'URSS en a largement tiré parti pour imposer sa présence. Le refus de livrer des armes à la Somalie signifiait pour les Soviétiques que la Maison Blanche laissait le champ libre à leur intervention dans la Corne de l'Afrique, cela leur a donné l'occasion de faire de l'Ethiopie un terrain d'expérience pour l'armée et la logistique soviétiques.

Pour autant, l'attitude américaine n'a pas diminué la rivalité soviéto-US en Afrique. Celle-ci s'est au contraire aggravée.

Alors que les officiers russes commandaient la bataille de Jijiga en Ogaden, les Etats-Unis négociaient avec l'URSS pour que «les frontières somaliennes ne soient pas violées». Cette politique de marchandage constituait en fait une reconnaissance implicite du droit des Soviétiques à dominer l'Ethiopie, et cela amorçait un marchandage cynique entre les deux super-puissances au mépris des peuples africains et de l'OUA. Dans cette affaire l'URSS était gagnante dans l'immédiat, ne désespérant pas non plus de renvoyer ses «conseillers» à Mogadiscio, à la faveur d'un coup d'Etat qu'elle susciterait, en jouant sur les influences acquises par plusieurs années de présence. Dans le même temps, les USA se sont engagés dans un autre marchandage tout aussi cynique et menaçant pour l'Afrique. Le 27 février dernier le département

d'Etat menaçait les Soviétiques en déclarant que la poursuite de leur intervention en Ethiopie pouvait accroître «le niveau général des tensions dans le monde». Brzezinski et Carter affirmaient notamment que cela pouvait remettre en cause la ratification par le Congrès américain des éventuels accords SALT, selon la politique dite du «linkage». Ainsi l'Afrique n'était plus qu'un objet de marchandage entre Etats-Unis et URSS dans une rivalité sans cesse accrue, et face à laquelle le souci d'indépendance des peuples et des pays africains était considéré comme quantité négligeable.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'ADMINISTRATION

Au sein de l'administration américaine, les reculs enregistrés depuis l'Angola ont soulevé des contradictions de plus en plus aiguës. Young affirmait en mars «je ne crois pas que les Cubains soient en Afrique parce qu'ils y ont été envoyés par les Russes. Je crois que Cuba est en Afrique parce qu'il partage sincèrement le refus de l'oppression coloniale et de la domination et s'est voué à les combattre». Ce point de vue n'est partagé ni par Brzezinski ni par Vance. Mais entre eux surgit une autre querelle, celle du marchandage global par rapport aux armements, le «linkage» que Vance répugnerait à utiliser car il craint que les Soviétiques ne fassent alors monter les enchères dans la mesure où ils se sentent moins attachés que par le passé à la réalisation d'un accord SALT. L'ensemble de l'administration enfin est

violemment prise à parti pour n'avoir pas de politique efficace face aux Soviétiques.

Tandis que le ton des attaques se durcit, l'organisation de manœuvres navales de l'OTAN dans la mer Rouge, a manifesté cependant la volonté américaine de préparatifs militaires face à la poussée soviétique.

Autre point de contradictions au sein de l'administration américaine : la politique des Etats-Unis en Afrique Australe. Celle-ci était apparue comme la pierre de touche des relations afro-américaines. C'est à partir de ce point-là qu'a été réduite considérablement la portée de la manœuvre entreprise par Washington depuis l'arrivée de Carter à la Maison Blanche. L'importance des investissements américains en Afrique Australe n'est pas seule en cause ; même si leur ampleur rend compte en partie du refus de prendre des mesures à l'égard de Prétoria, et de la volonté de mettre en place une ambassade officielle auprès de Smith, financée par des grands trusts US, ceci malgré l'embargo officiel. Le fond est que les Etats-Unis veulent garder la main sur l'Afrique du Sud, clef de voute de leur position en Afrique, non seulement vis-à-vis des pays africains mais aussi, face à l'intervention soviétique.

Là-dessus, des contradictions extrêmement aiguës traversent la bourgeoisie américaine et ont un impact dans l'administration : ainsi alors que par ses déclarations Young paraît vouloir aller plus loin dans la condamnation de l'apartheid, il est constamment contrecarré par le Département d'Etat.

LE RELATIF ECHEC AMERICAIN

Ces contradictions remettent en cause le grand projet défini par Carter de «rivaliser par des moyens pacifiques pour l'influence avec l'URSS et les autres dans les zones du monde que nous considérons comme cruciales». En Afrique, la tentative de pénétrer le mouvement des pays du Tiers Monde pour l'orienter et rassembler les pays autour des USA contre l'URSS se heurte à la haine des peuples et d'un grand nombre de régimes africains.

Sa poussée en Afrique a permis à l'URSS de renforcer globalement sa position face aux USA, et elle a considérablement accru la tension entre les deux super-puissances. Préoccupés de se garantir une zone d'influence en Afrique, qui suppose le maintien de pouvoirs blancs en Afrique australe, les USA ne peuvent répondre au souci d'indépendance des pays africains et encore moins aux aspirations de leurs peuples. Plus qu'il n'a contribué à les résoudre, le récent voyage de Carter a encore contribué à mettre en pleine lumière les difficultés de la super puissance US. Il a surtout éclairé d'un jour cru les menaces que l'aggravation de la rivalité soviéto-US fait peser pour l'indépendance des pays africains et pour la paix sur le continent. Ainsi, le combat engagé et la victoire définitive des peuples du Zimbabwe, de Namibie, d'Afrique du sud, d'Erythrée, sont parmi les plus sûres garanties de l'indépendance.

Grégoire CARRAT

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 25 avril

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 50 - Comment faire
18 h 55 - Le village englouti
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le printemps de Désiré Lafarge
22 h 00 - Contes à vivre debout
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : R.A.S. Film d'Yves Boisset (1972-73) sur le contingent français en Algérie.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La steppe. Film dramatique italien
22 h 05 - Journal
22 h 20 - Réussite

Mercredi 26 avril

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 50 - Comment faire
18 h 55 - Le village englouti
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Claudine
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 25 - Football : Bastia-Eindhoven
22 h 20 - Questions de temps : Quelle France ?
23 h 10 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La bataille de la Neretva. Film yougoslave
22 h 40 - Journal
22 h 55 - Ciné-regards

CULTURE

EN DIRECT DE PEKIN

● **Matinée étonnante, et assez profondément émouvante, pour ceux qui auront pu écouter France Musique, en direct de Pékin, ce dimanche. La compagnie symphonique centrale de Chine donnait un concert d'œuvres chinoises contemporaines et d'œuvres européennes «classiques». La qualité de**

Mais là n'était pas le plus important. Les auditeurs français et anglais (la BBC relayait France Musique), ont pu découvrir une vie musicale chinoise indéniable. Les deux œuvres chinoises, un poème symphonique inspiré par un poème de Mao Tsé-toung, et un concerto en quatre mouvements, œuvre collective évoquant la lutte contre un typhon par les pêcheurs et les dockers d'un port, témoignaient d'une réelle originalité ne devant rien à des prouesses harmoniques qui rendent bien souvent la musique occidentale «d'avant-garde» hermétique et inabordable. Les acquis musicaux européens sont largement utilisés, dans l'orchestration en particulier, mais ne donnent pas une impression d'imitation. Car le très riche fond traditionnel chinois était omniprésent, et d'une façon accessible aux oreilles occidentales non formées à la musique tonale extrême-orientale. L'exposition du thème principal du concerto «Le Typhon», à la harpe puis au piano, représentant l'aube sur le port et la joie au travail, mérite d'être relevée à ce propos. En résumé, une musique «illustrative» (les titres des morceaux sont évocateurs) originale et agréable, non entachée de la lourdeur qui a carac-

térisé l'œuvre symphonique de certains grands compositeurs soviétiques, et qui montre que la composition et l'instrumentation «classique» ne sont pas nécessairement élitistes.

Il faut dire un mot de l'interprétation de très bon niveau de la troisième symphonie de Beethoven, dite «héroïque». La technique orchestrale chinoise accepte la comparaison avec les grands orchestres européens, et l'enthousiasme transparent des musiciens pour cette œuvre si profonde faisait plaisir à entendre. Le choix de Beethoven n'était bien sûr pas dû au hasard. Une longue polémique s'était ouverte à son propos, tranchée dans le vif du temps des quatre : Beethoven n'était qu'un «musicien bourgeois prônant le fatalisme». Outre le fait qu'on voit mal comment un musicien du début du 19^e siècle aurait pu être prolétarien, il n'est pas besoin d'être spécialiste d'histoire musicale pour trouver, dans la symphonie héroïque par exemple, des accents qui évoquent tout, sauf la fatalité. Cette symphonie a été écrite dans le prolongement des idées de la Révolution française. Elle célébrait, avec un optimisme que le musicien allait vite devoir tempérer,

la retransmission fut surprenante : rien ne permettait de distinguer, à ce point de vue cette émission d'une retransmission MF d'un concert donné à Paris. Quel contraste avec ces correspondances inaudibles si souvent entendues à la radio...

l'imminence de la libération des peuples européens de ces rois, empereurs, tsars et autres tyrans qui les pressuraient. Bonaparte symbolisait à l'époque, le libérateur. Quelques années plus tard, Beethoven comprenait que Napoléon était lui aussi un tyran...

La remise à l'honneur de Beethoven — et de Litz, qui fut son défenseur —, en Chine fera plaisir à beaucoup de ceux qui

n'avaient pas bien compris sa mise au pilori. Et l'on espère que les musiciens chinois pourront venir en France nous faire découvrir une musique réellement populaire que le dogmatisme déguisé en ultra-gauche n'a pas réussi à étouffer, malgré l'emprisonnement, et la persécution dont furent victimes plusieurs musiciens et interprètes.

Eric BREHAT



Et l'acier fut trempé

117^e épisode

Korthaguine sur le lieu du massacre mit en fuite les paysans. Après la recherche des responsables de la bagarre, un arpenteur pose les bornes. Celui-ci est surpris en entendant Kortchaguine dire «qu'il n'y aura plus une borne d'ici 20 ans»...

— C'est à la société communiste que vous pensez ? Vous savez, nous en sommes encore très loin.

— Vous avez entendu parler du kolkhoze de Boudanovka ?

— Ah, c'est donc ça !

— Oui.

— J'y suis allé, à Boudanovka... Mais c'est quand même une exception, camarade Kortchaguine.

La commission continuait ses mensurations. Deux jeunes gars enfouaient des piquets. Et, de part et d'autre, les paysans veillaient soigneusement à ce que les piquets soient plantés le long de l'ancienne limite, à peine visible, marquée par quelques bouts de bâton à moitié pourris qui émergeaient de l'herbe.

Le cocher allongea un coup de fouet au chétif limonier, se tourna vers les voyageurs et poursuivit son bavardage :

— C'est fou ce qu'il y en a maintenant chez nous, de ces komsomols. Jadis, ça n'existait pas. Et tout a commencé, à ce qu'il paraît, à cause de

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

cette institutrice, Rakitina qu'elle s'appelle. Vous la connaissez peut-être ? C'est une femme encore jeune, mais on peut dire qu'elle fait du mal. Elle monte la tête à toutes les femmes du village, elle les rassemble et leur raconte des histoires, et ça met le trouble partout. Des fois que le sang vous monte à la tête et que vous flanquez une baffa à votre légitime, — c'est pas possible de s'en empêcher, — ben, autrefois elle essayait ses larmes et ne disait rien ; tandis que maintenant, pour peu qu'on la touche, c'est des cris à n'en plus finir. Et la voilà qui parle de tribunal, ou même, si elle est plus jeune, de divorce et de toutes sortes de lois. Ma Ganka, qu'était pourtant bien tranquille, la v'là ni plus ni moins que déléguée. Une sorte de chef, quoi, chez les femmes. Et on vient la voir de tout le village. Au début, je voulais la caresser avec les guides, et puis j'ai laissé tomber. Après tout, je m'en fiche ! Qu'elles pérorent tant qu'elles voudront. Ma femme tient bien la maison et je n'ai pas à me plaindre, ni pour le ménage, ni pour rien d'autre.

Il gratta sa poitrine velue, visible par les déchirures de sa chemise de toile, et fouetta par habitude le limonier, visant le ventre. La charrette amenait Razvalikhine et Lida. Chacun d'eux avait du travail à Poddoubtsy : Lida voulait organiser une réunion de déléguées, et Razvalikhine devait mettre sur pied le plan de travail de la cellule.

— Alors, vous ne les aimez pas, les komso-

mols ? demanda Lida au cocher d'un ton badin.

Il tourmenta sa barbiche et répondit sans se presser :

— Non, pourquoi ?... Faut bien que jeunesse se passe. Monter un spectacle ou autre chose, moi aussi, j'aime bien venir à la comédie, quand ça vaut la peine. Au début, on pensait qu'ils allaient faire des bêtises. Mais non, c'est tout le contraire qui est arrivé. Des gens nous ont dit qu'ils sont très sévères avec les soullards, les voyous et le reste. Ils sont plutôt portés sur l'instruction. Seulement, ils s'en prennent au bon Dieu et veulent transformer l'église en club. Là, ils exagèrent ; les vieux les regardent de travers et ont une dent contre eux. Autrement, il n'y a rien à dire. Une chose qui ne va pas, c'est qu'ils prennent chez eux les va-nu-pieds, ceux qui travaillent comme ouvriers agricoles ou qui tirent le diable par la queue sur leur lopin de terre. Ils n'acceptent pas les fils de riches.

La charrette dévala la pente et arriva à l'école.

La gardienne avait préparé deux lits dans sa propre chambre et était allée dormir dans la grange. Lida et Razvalikhine rentrèrent de la réunion, qui avait duré très tard. Il n'y avait pas de lumière. Lida quitta ses souliers, s'allongea sur le lit et s'endormit aussitôt. Elle fut réveillée par le contact des mains de Razvalikhine, dont le geste grossier ne laissait aucun doute sur ses intentions.

— Qu'est-ce qui te prend ?

— Doucement, Lidka, pas la peine de gueuler, ! tu comprends, je m'ennuie d'être étendu comme ça tout seul. Tu ne trouves pas qu'il y a mieux à faire que de ronfler ?

(à suivre)

Par Eric BREHAT

● L'ampleur de la catastrophe écologique provoquée par le pétrole de l'Amoco commence tout juste à être entrevue, en Bretagne. Les prélèvements et les analyses faits par la faculté de Brest et par le CNEXO indiquent cependant déjà que l'impact s'en fera ressentir pendant au moins sept ans, dix ans même pour certaines espèces. Et l'on ne peut pas encore mesurer les lésions irréversibles qui auront été subies par le milieu marin.

Le problème des indemnités, parallèlement à la lutte pour un nettoyage réel, et un retraitement correct des déchets ramassés, est donc particulièrement important, car il dépasse largement le cadre de la saison de pêche actuelle, fortement compromise. L'arsenal juridique que nous avons examiné (édition du 22 avril), sur les problèmes de prévention se révèle aussi lourd et peu opérant dans le domaine de l'indemnisation. Nous en avons discuté avec maître Christian Huglo, spécialiste de la législation de l'environnement, et qui travaille actuellement à coordonner les actions juridiques engagées contre les responsables de la catastrophe.

INTERVIEW DE MAITRE HUGLO

— *Quotidien du Peuple* : La juridiction internationale permet-elle de réelles indemnités touchées par la marée noire ?

— Maître Huglo : Selon les principes applicables par le droit international, il ne peut y avoir des responsabilités que dans la mesure où le comportement de l'auteur du dommage de pollution est considéré comme illicite. Pour que la victime d'un dommage obtienne une indemnité, il faut établir non seulement son préjudice, mais surtout le lien de causalité entre la source de pollution et le dommage (...). La plupart du temps, les victimes ne peuvent obtenir réparation que si elles font la preuve d'un comportement illicite et encore faut-il qu'elles trouvent un tribunal compétent. Il faudrait dans tous les cas assurer l'existence d'une juridiction compétente pour connaître les faits de pollution.

Pour ce qui est de l'Amoco Cadiz, il faut d'abord vérifier l'étendue des dommages. La convention de Londres du 29.11.69 sur la responsabilité civile des transporteurs plafonne le montant de la responsabilité. Ce plafond saute à la condition qu'on démontre la faute du propriétaire. C'est ce qui fait l'intérêt de la procédure pénale actuellement en cours : mettre en évidence la faute du propriétaire, soit par l'intermédiaire du capitaine, soit directe.

— *Et le propriétaire de la cargaison, la Shell, qui a choisi son transporteur ?*

— La Shell, est en droit, hors de cause, à la différence de ce qui se présente pour le transport des déchets atomiques, pour lesquels le chargeur est en cause. La réglementation internationale ne permet pas d'aller plus loin que d'attaquer le propriétaire. S'attaquer à la Shell, c'est peut être le fond du problème, mais pas de la façon dont cela a été fait.

Attaquer quelqu'un qui est protégé par les conventions internationales ne pouvait pas marcher.

Pour obtenir l'indemnisation prévue par le plan Cristal (15 milliards de centimes), il faut que des parties civiles se constituent. Il est à peu près certain que l'Etat va se retourner contre le propriétaire, présenter les factures de la marine, du Génie... et les avances faites aux pêcheurs. Mais à mon avis, pour se faire entendre, les parties privées doivent marcher isolément, de façon coordonnée. Il y a actuellement deux cents parties civiles qu'il faut organiser en un front commun en face d'un adversaire qui veut jouer sur les divisions.

— *Si on fait le compte de toutes les réunions interministérielles, des conférences sur la pollution... on en trouve une quantité assez impressionnante pour un résultat ridicule ?*

— Il y a eu beaucoup de commissions, mais pas beaucoup de décisions.

— *Pour quelles raisons ?*

— La division des ministères est une des raisons de la paralysie de l'action. Les problèmes de l'eau et de la mer sont difficiles parce qu'ils touchent plusieurs ministères : qualité de la vie, environnement, équipement, marine, transport ! Il y a un éclatement de compétences considérable.

Deuxièmement, les intérêts de l'industrie sont tels — c'est vrai en France, mais aussi en URSS — qu'ils sont privilégiés. Dans la situation actuelle, il est difficile de passer au dessus de cette orientation du développement, d'une économie d'un certain type, productrice à haute dose. On tombe là sur des problèmes beaucoup plus profonds. Quand on pense que dans le schéma de développement de la Baie de Seine, les marins-pêcheurs n'étaient même pas cités !

La législation de la pollution maritime (2) UN DROIT INTERNATIONAL SOUMIS AUX POLLUEURS

Alain Bombard et le «civisme des entreprises»



L'opération Bombard : une opération pour la SNIAS, et quoi d'autre ?

Alain Bombard ne manque pas de courage — sa traversée de l'Atlantique en canot pneumatique, pour prouver aux marins qu'un naufrage ne signifie pas nécessairement la mort en témoigne —. Il véhicule aussi nombre d'illusions. Sa réaction, parrainée par le groupe Paul Emile Victor, en recèle de particulièrement dangereuses. Il s'agit en effet, de mettre sur pied un SAMUR, service d'action et d'assistance marine d'urgence et de recherche, en partant du principe que «la collectivité est le complice inconscient de l'échouage de l'Amoco Cadiz : les citoyens bénéficiant de l'énergie distribuée, les entreprises consommatrices de pétrole, l'Etat face à la crise financière de l'énergie». Ainsi, le marin-pêcheur de Portsall, qui fait le plein de fuel pour partir en pêche, est «le complice inconscient» de la marée-noire qui le réduit aujourd'hui au chômage...

UN DÉSINTERESSEMENT SUSPECT

Bombard part d'une remarque d'évidence : les moyens officiels de lutte contre la pollution accidentelle sont dérisoires, inopérants, entachés de lourdeur bureaucratique et liés «aux considérations financières», en fait, ce qu'il ne dit pas, soumis aux intérêts financiers en jeu. D'où l'idée de pallier à cette incurie en créant des équipes d'intervention immédiatement disponibles,

souples, convenablement équipées et informées. Evidemment, cela coûte cher. Le groupe Paul Emile Victor s'est adressé aux entreprises privées, faisant appel à leur «civisme d'entreprise». «Je puis vous assurer que les moyens matériels et les fonds mis à notre disposition l'ont été avec un total désintéressement», affirmait Bombard lors d'une conférence de presse. La société pétrolière Total, qui s'engage à étudier les dispersants et les solubilisants qu'elle vendra ensuite en cas de catastrophe, la société Rank Xerox, qui considère que «l'entreprise doit contribuer au développement de son environnement humain, social, culturel...», le groupe Kleber-Colombes qui fournira des barrages flexibles, histoire de prendre pied dans le marché d'Etat ouvert dans ce secteur, font certainement preuve d'un grand désintéressement. Alain Bombard doit sentir d'ailleurs qu'il y a des limites à ce désintéressement puisqu'il se sent obligé de dédouaner la Shell : «Il serait anormal de rejeter la responsabilité de l'accident Amoco Cadiz sur la seule Shell... La responsabilité est globale». Qui sait, la Shell apportera peut être un jour sa quote part au groupe Paul Emile Victor ? Mais admettons, comme le suggère un journaliste du PS conscient des remous que sa position pourrait provoquer chez les écologistes, que Bombard fasse preuve de l'«habileté du

judoka», entraînant son adversaire dans son mouvement...

L'EXEMPLE DE L'AMOCO

Le SAMUR regroupe des commandos d'action et des moyens d'information. Les UNIR (Unités d'intervention rapide) sont composées de plongeurs professionnels et doivent assurer, en sus des interventions en cas de pollution, des missions d'étude et de surveillance, et de formation. La formation des plongeurs est faite sur le modèle des coast-guards US, car il n'existe pas en France de formation de techniciens en pollution maritime. Actuellement, deux équipes de cinq plongeurs sont opérationnelles à Antibes, et selon la générosité des mécènes privés, d'autres équipes seront formées. L'information devrait se faire grâce à une initiative de la commission environnement du Marché commun : la mise sur pied d'une banque de données concernant le trafic et la pollution maritimes exploitée grâce à un réseau informatique. Prenant l'exemple de l'Amoco, Bombard expliquait : «Grâce à l'ordinateur de la CEE, nous aurions su immédiatement où trouver un spécialiste en appareil à gouverner. Prévenus à 11 h, nous aurions pu intervenir à 15 h. Nous aurions su le degré de formation du commandant, par exemple qu'il ne savait pas que,

machine arrière, un super-tanker remonte dans le lit du vent, en l'occurrence s'éloigne vers le large...». Et l'on aurait jamais parlé de l'Amoco Cadiz.

Prenant au pied du mur une devise qui fit fureur aux USA il y a quelques années avant d'être reprise par certains écologistes, «Do it» («faites-le»), Bombard ouvre la voie à de véritables moyens d'intervention contre la pollution maritime. Mais où nous entraîne-t-il ? Reprenons l'exemple de l'Amoco : selon le témoignage des mécaniciens, l'avarie sur le gouvernail était suffisamment grave pour justifier l'évacuation de la salle des machines. D'autre part, le commandant n'était pas si «éléphant», que Bombard veut bien le dire : toujours d'après le témoignage de l'équipage, après la rupture de la première remorque le bateau a fait machine arrière pendant plus d'une heure. Et c'est sur la demande expresse du remorqueur que cette manœuvre fut interrompue. L'intervention des groupes Bombard n'aurait vraisemblablement pas changé grand chose, et sa proposition a pour principal effet de masquer les véritables responsabilités.

Cela veut-il dire pour autant qu'il n'y ait rien à faire tant que le profit guidera les pétroliers ? Doit-on se contenter de dénoncer stérilement comme le PCF en a fait sa spécificité la responsabilité du «grand capital» ? Non ! La campagne de boycott lancée contre la Shell, et qui a eu un certain effet sur certaines grosses stations de la compagnie, l'a déjà obligée à réagir à se mettre en position d'accusée. La mobilisation de masse sur le terrain, pour exiger l'intervention de la Marine nationale (qui aurait pu empêcher le naufrage) est la garantie la plus concrète lors d'un accident. La prise de conscience des travailleurs concernés de l'imbrication entre le type de société dans laquelle nous vivons et sa pollution est la source des idées d'action les plus efficaces.

Et pour ce qui est d'intervention par dessus la tête des autorités, les pêcheurs bretons n'ont pas attendu le naufrage de l'Amoco : ce sont eux qui avaient sauvé les marins du Bolhen.